

# L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2821 | 65<sup>e</sup> année | Du 21 juillet au 3 août 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net



# La République

# fourvoyée

**AFGHANISTAN**



Page 3

## L'ESSENTIEL

### ✓ ÉCONOMIE

Attractivité de la France :  
vivre dans la mondialisation ... p. 2

### ✓ POLITIQUE

Sécurité : la Cour des comptes  
sème la polémique ..... p. 4

### ✓ SOCIÉTÉ

L'école prend mauvais genre ... p. 5  
Francophonie militante ..... p. 5  
Les ballets roses  
de la République ..... p. 6

### ✓ MONDE

Italie : le sursaut  
et l'embrouille ..... p. 7  
Sortir de l'impasse en Libye ... p. 8  
L'unité yéménite en péril : entretien  
avec Charles Saint-Prot ..... p. 9

### ✓ ARTS & LETTRES

Visite du festival d'Avignon ... p. 10  
Livres : complots séculaires .. p. 11

### ✓ HISTOIRE

Otto de Habsbourg :  
un grand prince d'Occident ... p. 12

### ✓ IDÉES

Israël vu par Boutang ..... p. 13

### ✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

La poésie de Maurras ..... p. 14  
Des lois de succession ..... p. 14

## Les Tuileries reconstruites

« LE VOYAGEUR ne voit que des façades » se plaignait ou se moquait Voltaire. Voilà quelques années, le sociologue Jean-Di-  
dier Urbain a repris cette antienne dans  
un ouvrage au titre assez heureux, *L'Idiot  
du voyage*. Si par bonheur, ami d'Action  
française, vous vous promenez cet été en  
Corse et plus spécialement à Ajaccio,  
vous aurez peut-être la curiosité et donc  
l'intelligence de prendre de la hauteur, en  
gravissant 650 mètres de la Punta - pro-  
noncez la "Punte".

C'est un étroit chemin à peine carrossable  
et bordé d'acacias qui vous mènera au  
site le plus à même de faire vibrer votre  
âme de patriote et de royaliste, soucieux  
du patrimoine national et encore capable  
de comprendre que les pierres vivent.  
Après forces lacets de montagnes, domi-  
nant la baie d'Ajaccio, vous découvrirez

tout à la fois les Pavillons Bullant et De-  
lorme des Tuileries et les rambardes du  
château de Saint-Cloud. Les vraies. Les  
authentiques.

Mais ces pierres sentent le souffre au  
propre et au figuré. Symboles des monar-  
chies successives, Bourbons aînés, Orléans  
et Bonapartes, elles connurent l'incendie  
des Communards en 1871. En 1882, après  
onze ans de discussion, la Chambre des  
députés vota leur démolition intégrale. Le  
père de la petite histoire, Gosselin Le-  
nôtre, fonctionnaire des finances dans  
l'aile Richelieu du Louvre qu'occupait son  
ministère, avait bénéficié quotidiennement  
de la proximité évocatrice de ces  
ruines. Il fut le premier à déplorer leur  
disparition. Cette perte tragique fit l'af-  
faire d'Achille Picard, entrepreneur en  
démolition, qui revendit au printemps  
1883 partiellement ces pierres historiques  
au duc Jérôme Pozzo di Borgo. La fortune  
du duc permit de descendre en train jus-  
qu'à Marseille des pierres numérotées,  
photographiées, disposées dans

185 caisses. De là, en bateau, ces restes  
épars des Tuileries atteignirent le port  
d'Ajaccio. Pendant trois ans, de 1883 à  
1886, on les stocka dans un local loué aux  
messageries de la Corse, le temps de  
creuser à la pelle et à la pioche la route  
d'accès au futur chantier.

La construction, supervisée par les archi-  
tectes Franklin et Sanson, se termina en  
1891 au sommet du domaine des Pozzo,  
dominant le golfe d'Ajaccio. Le caractère  
insolite de cette combinaison, un palais  
francilien au-dessus de la Méditerranée,  
ne semble toujours pas susciter l'attrait  
du tourisme, indifférent à ce nid  
d'aigle exceptionnel.

Le château de La Punta, mal entretenu,  
partiellement brûlé en 1978, fut racheté  
par le Conseil général de Corse... qui ne  
sait quoi en faire à ce jour ! À ceux qui  
veulent reconstruire les Tuileries, nous ne  
pouvons que dire : c'est fait, en Corse,  
où l'histoire continue. □

Marc Savina

M 01093 - 2821 - F: 4,00 €

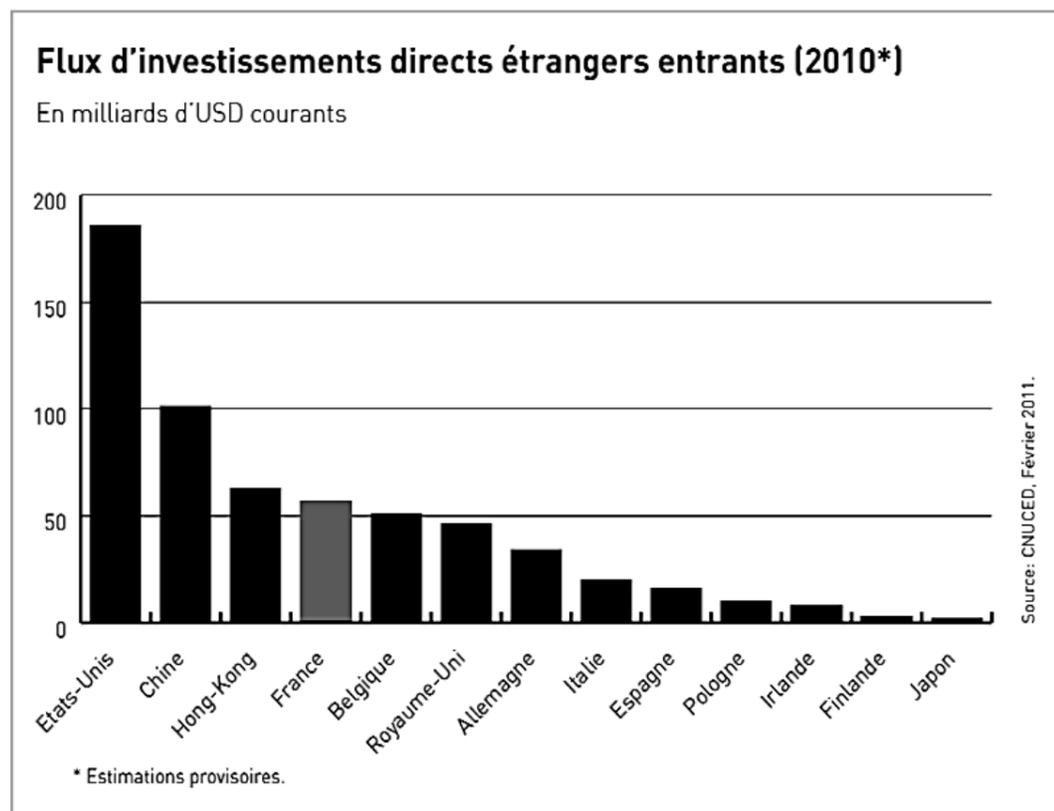


« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

□ ATTRACTIVITÉ

# Vivre dans la mondialisation

Rompant avec la sinistrose, un rapport officiel vante l'attractivité économique de la France... et les réformes du gouvernement. Un atout agité au vent de la mondialisation, à laquelle nous en saurions échapper selon le Premier ministre.



Le déficit commercial de la France a atteint un nouveau record en mai dernier, s'élevant à 7,42 milliards d'euros. Cela rend d'autant plus criantes les faiblesses de la compétitivité nationale, pointées par moult observateurs. À l'occasion du lancement de la nouvelle Yaris, toujours fabriquée à Valenciennes, Toyota n'en a pas moins confirmé la viabilité de son implantation hexagonale. « On peut produire une petite voiture en France », assure Didier Leroy, P-DG de Toyota Motor Europe, dans un entretien accordé à *La Tribune* (08/07/2011). « Les coûts salariaux sont importants. Mais, si vous produisez dans un pays à bas coûts, ce que vous économisez en main d'œuvre peut être entièrement contrebalancé par les coûts logistiques. Or, dans un rayon de 350 kilomètres autour de Valenciennes, on a un marché potentiel de 130 millions de personnes ! Le fait de fabriquer en France n'est pas en soi un handicap. Nous avons d'ailleurs quarante-trois fournisseurs pour la Yaris III dans l'Hexagone et 80 % de nos achats sont effectués en Europe occidentale. »

## Investissements

Aux yeux des plus optimistes, la démarche du constructeur japonais apparaîtra comme une illustration flagrante de l'attractivité de la France, dont le Centre d'analyse stratégique (CAS) vient de publier un "tableau de bord" élogieux. « 2010 aura été l'année du rebond », s'enthousiasme l'héritier du commissariat général du Plan : « La France a été choisie, chaque semaine en moyenne, par

quinze entreprises étrangères pour des investissements nouveaux, à l'origine de 32 000 emplois. » Le rapport s'intéresse aux investissements d'origine étrangère (IDE), réputés tels s'ils sont réalisés par une société détenue à plus de 50 % par des capitaux étrangers : « Avec 57,4 milliards d'IDE entrants [...] la France est en 2010 la troisième destination mondiale derrière les États-Unis et la Chine-Hong-Kong. [...] Par rapport à la richesse nationale (stocks d'IDE/PIB), la France accueille deux fois plus d'investissements étrangers que l'Allemagne, l'Italie ou les États-Unis. » En outre, « comme en 2009, la France est en 2010, au premier rang européen en matière d'accueil d'implantations industrielles, qui comptent pour 57 % des emplois créés ».

## Enseignement

Selon les rapporteurs, « la capacité à former des talents venus de l'étranger traduit, autant qu'elle conditionne le rayonnement, la compétitivité et l'attractivité ». Or, la France serait le quatrième pays mondial d'accueil des étudiants « en mobilité internationale », derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. 11 % des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en France étaient étrangers en 2008 - une proportion comparable à celle de l'Allemagne, mais nettement inférieure à celle du Royaume-Uni. Parmi les facteurs de l'attractivité nationale figurent le traitement fiscal de la "recherche et développement" (R&D) et le prix de l'électricité. L'évaluation des

compétences scientifiques des élèves de quinze ans, ainsi que la capacité d'innovation des entreprises, placent la France dans la moyenne des pays comparables. Les barrières à l'entrepreneuriat ne la distingueraient pas davantage, quoique la création d'une nouvelle entreprise y soit jugée plus facile qu'outre-Rhin : à cet effet, sept jours auraient été nécessaires en 2010, contre quinze en Allemagne. Parmi les États de la zone euro, la France afficherait même « une des meilleures maîtrises de ses coûts salariaux unitaires relatifs », l'Allemagne faisant toutefois « figure d'exception », avec une amélioration de sa "compétitivité-coût" à partir de 2003. À l'avenir, la simplification administrative et fiscale devrait constituer une priorité. Les auteurs rappellent que « la charge fiscale effective pesant sur les entreprises en France apparaît beaucoup plus faible que le taux nominal de l'impôt sur les sociétés ne le laisse supposer ». En la matière, la France se trouve dans une situation inverse à celle de l'Irlande.

## Méthode Couet

« Les chiffres rassemblés dans le présent tableau de bord positionnent la France aux premiers rangs européens sur un grand nombre de facteurs objectifs », martèle le Centre d'analyse stratégique. Le jugement pourra fluctuer selon que l'on compare Paris à Berlin ou Athènes... De fait, on ne relève pas vraiment de surprise dans ce rapport, dont la diffusion relève, à certains égards, d'une opération de communication réussie. D'ailleurs, ses au-

teurs versent ouvertement dans l'apologie du gouvernement, vantant la suppression de la taxe professionnelle « sur les investissements productifs », la consolidation du crédit d'impôt recherche, « l'utilisation offensive de la fiscalité pour servir la compétitivité des entreprises », le succès du statut d'auto-entrepreneur, le recours à la rupture conventionnelle du contrat de travail et le lancement du programme d'investissements d'avenir".

## Fillon répond à Marine Le Pen

Cela étant, la méthode Couet présente parfois quelque vertu. C'est pourquoi nous accueillons avec bienveillance la volonté de rompre avec la sinistrose. Mais la quête d'attractivité participe de l'inscription dans la mondialisation, dont les critiques ou adversaires sont légion, notamment parmi les royalistes. Le CAS semble d'ailleurs le revendiquer : « La croissance de 22 % du nombre de projets étrangers en 2010 vaut reconnaissance de l'ouverture de notre pays », affirme-t-il. Cela ne manquera pas d'alimenter les débats politiques au cours des prochains mois. « À l'approche des échéances électorales, propices aux contestations systématiques et aux utopies de tous ordres, nous maintiendrons notre ligne de vérité et de réalisme », a prévenu François Fillon, visant vraisemblablement Marine Le Pen. « Ceux qui font croire que l'on pourrait "démondialiser" l'histoire, et se ménager le confort d'une politique solitaire, sans contraintes extérieures, ceux-là entretiennent une illusion dangereuse », a-t-il poursuivi. Aux yeux du Premier ministre, en effet, « la mondialisation, c'est un fait ; ça n'est pas une hypothèse, que l'on pourrait accepter ou refuser selon son bon plaisir ». Alors qu'il affublait chacun de ses modèles d'un style « universel », Toyota annonce qu'à l'avenir « chaque région du monde aura la possibilité de le personnaliser ». Preuve que l'édification du "village global" ne va pas sans flux et reflux. Quoi qu'il en soit, selon le rapport du CAS, la part de la capitalisation boursière des sociétés françaises du CAC 40 détenue par des non-résidents se serait élevée à 42 % fin 2010 ; en dix ans, le flux d'IDE serait passé de 17 à 42 % du PIB ; enfin, près d'un salarié sur sept du secteur marchand travaillerait dans la filiale d'un groupe étranger, et même un sur quatre dans l'industrie manufacturière. C'est dire le défi que constituerait, aujourd'hui, la mise en œuvre d'une véritable politique de "patriotisme économique". ■

Grégoire Dubost

## » MONNAIE

Loin de se satisfaire de l'indépendance des banques centrales, certains économistes déplorent leur mainmise sur les affaires monétaires. Selon eux, des institutions privées devraient être libres de diffuser leurs propres devises. Or, peut-être un tel phénomène est-il à l'œuvre au niveau mondial avec Facebook, le principal réseau social en ligne, dont les "crédits" permettent d'ores et déjà de régler quelques achats. Cela « change tout dans notre rapport à la souveraineté et constitue une rupture dans le chemin de la planétisation », estime Olivier Kempf, maître de conférences à Sciences Po Paris. « Ce ne sera pas géopolitiquement neutre », prévient-il sur son blog consacré aux *Études géopolitiques européennes et atlantiques* (10/07/2011).

## » PLEIN GAZ

Tandis que Renault et le gouvernement français (dans une moindre mesure) parient sur les véhicules électriques, l'IFRI annonce le retour de la voiture à gaz, qui pourrait lui donner un coup de frein. L'administration américaine encourage le phénomène, qui ne devrait pas épargner le parc existant, susceptible d'être converti.

## » PRÉDATEUR

La Norvège se paie Paris ! Son fonds souverain s'est offert 50 % des parts de sept grandes propriétés de la capitale et de sa proche banlieue. Un investissement qui dépasse les 700 millions d'euros.

## — L'ACTION FRANÇAISE 2000 —

10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris  
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63  
www.actionfrancaise.net  
redaction@actionfrancaise.net  
secretariat@actionfrancaise.net  
abonnements@actionfrancaise.net  
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot (\*)  
Directeur de la publication : M.G. Pujot  
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux  
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

**Politique :**  
François Marclhac (éditorialiste),  
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,  
Aristide Leucate, Marc Savina

**Société :** Stéphane Blanchonnet,  
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,  
Stéphane Piolenc

**Économie & Social :** Guy C. Menuisier

**Europe :** Charles-Henri Brignac,  
Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

**Monde :** Philippe Maine, Pascal Nari

**Arts & Lettres :** Anne Bernet, Monique  
Beaumont, Charles-Henri Brignac,  
Louis Montarnal, Alain Waalkens

**Histoire :** Michel Fromentoux,  
Yves Lenormand, René Pillorget,  
Frédéric Winkler

**Chroniques :** Jean-Baptiste Morvan

**Idées :** Stéphane Blanchonnet,  
Dimitri Julien, François Marclhac

**Abonnements, publicité, promotion :**  
Monique Lainé

# Afghanistan : la République fourvoyée

Si il est un domaine où la République ne peut que difficilement faire illusion, c'est bien la politique étrangère : incapable de se donner les moyens de ses ambitions, son action est, de plus, rarement dictée par le seul intérêt national. Le 14-juillet sanglant que nous avons vécu est une illustration parfaite de cette double incurie républicaine : manifestement, les talibans sont plus réactifs que leurs adversaires ! Alors que la France, dans le sillage des États-Unis, venait d'annoncer un retrait proportionnel de ses troupes de l'Afghanistan (mille hommes sur les quatre mille qu'elle y a envoyés), il a fallu qu'un attentat suicide tue cinq de nos soldats pour que le pouvoir politique juge utile de réunir, le jour même de la fête nationale, un conseil en vue de « *redéfinir les moyens de sécurité mis à disposition des militaires en mission à l'étranger et notamment en Afghanistan* »... Chacun appréciera le « *notamment* », comme si, précisément, ce n'était pas la situation de nos soldats en Afghanistan, et elle seule, qui était en cause. La pratique inverse n'aurait-elle pas été plus judicieuse ? Mais, pris de cours par un Obama qui le tient pour quantité négligeable, Sarkozy a dû en toute précipitation calquer sa position sur celle de notre "allié" : « *face à ce nouveau contexte il faut de nouvelles mesures de sécurité* », a-t-il déclaré, toute honte bue.

## Pas de véritable stratégie

On se laisse d'abord imposer une nouvelle situation sur le terrain par son donneur d'ordres, et on s'y prépare... ensuite, comme on peut, aux dépens de la vie de ses propres soldats. Comme l'a déclaré récemment Karim Pakzad, chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques : « *Depuis le début, la France n'a jamais eu une stratégie ou une politique à elle en Afghanistan [...] : c'est la politique américaine qui dicte.* » Non sans raison, Aymeric Chauprade parle d'« *alignement* »..., dont la réintégration dans le commandement intégré de l'OTAN fut l'acte majeur. Il est vrai, par ailleurs, que pour les deux présidents en campagne électorale en 2012, l'annonce d'un retrait, même partiel, ne peut que flatter l'opinion publique... Ou quand le tempo d'une guerre est dicté par celui des élections ! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Sarkozy avait menti sur ses intentions en 2007, proclamant haut et fort qu'il retirerait nos troupes d'Afghanistan : il les augmenta, peu après son élection.

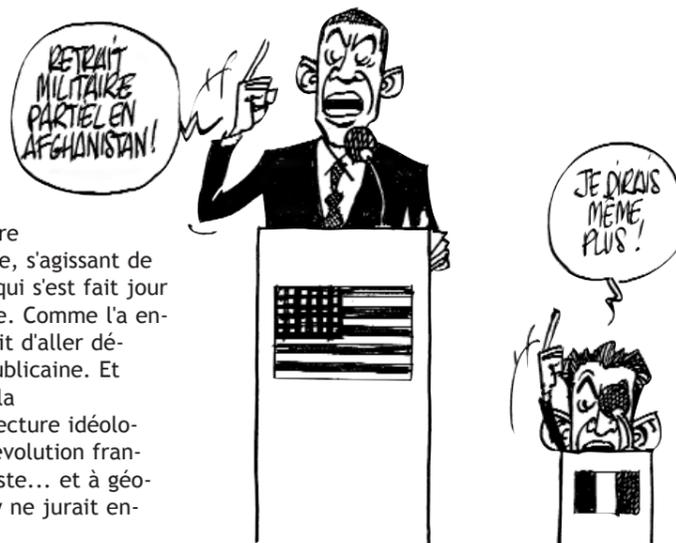
Nous n'oublierons évidemment pas que c'est un gouvernement aussi atlantiste que socialiste qui a envoyé nos premiers hommes en Afghanistan, dès 2001, après avoir participé, deux ans plus tôt, déjà à la demande des Américains, à la guerre d'agression contre notre allié serbe. Mais cela ne fait que

confirmer, en dépit d'anicroches politiques d'autant plus indécentes que c'est la vie de nos soldats qui est en jeu (soixante-dix sont morts en Afghanistan à l'heure où nous écrivons), la totale adéquate de vue entre l'UMP et le PS, un PS qui, s'il retournait aux affaires, ne reviendrait pas sur notre retour intégré dans l'OTAN. Du reste, s'agissant de la Libye, c'est le même consensus qui s'est fait jour le 12 juillet à l'Assemblée nationale. Comme l'a encore confirmé Sarkozy le 14, il s'agit d'aller défendre là-bas notre identité... républicaine. Et d'évoquer Srebrenica ! Imposant à la non-nation libyenne une grille de lecture idéologique, l'appel aux "valeurs" de la révolution française reste toujours aussi impérialiste... et à géométrie variable. Il y a peu, Sarkozy ne jurait encore que par le tyran libyen...

## Finir la guerre

Pour justifier notre retrait d'Afghanistan, Sarkozy a déclaré, paraphrasant Blum en 1936 sur les grèves : « *Il faut savoir finir une guerre.* » N'aurait-il pas mieux valu savoir ne pas y participer ? Nous étions partis lutter contre l'hydre du terrorisme et imposer la *pax... americana* dans un pays connu pour son insoumission, au mépris de toutes les leçons de l'histoire (défaites des Britanniques au XIX<sup>e</sup> siècle et des Russes à la fin du XX<sup>e</sup>) ; et voilà que comme progrès sensibles, François Fillon, lors du salon aéronautique du Bourget, a osé évoquer la mort de Ben Laden et la désorganisation d'al-Qaïda... Si le but c'est, conformément aux objectifs du sommet de l'OTAN de novembre 2010 à Lisbonne, de permettre d'ici à 2014 aux Afghans de prendre en main leur destin, il faudrait encore que la guerre civile oppose deux camps bien définis et que le premier, "loyaliste", soit suffisamment soudé sur les plans militaire et politique pour opposer au second une réaction victorieuse. Or c'est loin d'être le cas. Les Américains ont même, dès le départ, anéanti toute chance d'organiser entre les différents protagonistes afghans, dont les dissensions sont historiques, un terrain d'entente en écartant la solution royale et en imposant une république fantoche et corrompue... Du reste, nos dirigeants sont bien vagues sur les progrès accomplis... « *Nous avions un travail à faire, nous l'avons fait* » a déclaré ce même 14 juillet Sarkozy, sans préciser lequel. Fillon, Juppé ou Longuet demeurent tout aussi évasifs sur « *les progrès réalisés* ».

Oui, nos soixante-dix soldats morts en Afghanistan depuis 2001 n'ont pas été sacrifiés par nos gouvernants pour défendre l'intérêt national. Ce n'est pas insulter le courage de ces hommes que de l'affir-



mer. Encore moins leur mémoire. Ils ont montré qu'ils savaient aller au bout de leur idéal en portant les couleurs de la France là où le pays légal le leur commandait. Et que leur abnégation était à la hauteur de celle de leurs aînés. Et si les Français ne leur rendent pas l'hommage qu'ils devraient, ce n'est pas seulement parce que le pays est gêné par le sacrifice des meilleurs de ses fils dans une guerre américaine, c'est aussi la faute à une élite républicaine qui a, depuis des décennies, ringardisé le patriotisme auprès des jeunes générations successives et dévalorisé la France en salissant son histoire, après avoir traité l'armée en suspect, voire en coupable, parce que ses éléments les plus solides avaient voulu rester fidèles à la parole donnée. C'était il y a tout juste cinquante ans.

## Niaiseries pacifistes

Incapable de définir sa politique en fonction du seul intérêt national, à la remorque d'intérêts étrangers et-ou de valeurs idéologiques, la République sacrifie également son armée en dilapidant le peu de moyens qu'elle lui laisse dans des guerres indifférentes à son destin. Certains, à droite, ont ensuite beau jeu de fustiger les provocations antimilitaristes d'une candidate binationale... alors que les mêmes refusent de revenir sur la binationalité. Les niaiseries pacifistes des écologistes ne feront pas oublier que ce n'est pas Éva Joly mais bien le président actuel et son gouvernement qui, par des coupes budgétaires sans précédent, affaiblissent délibérément notre diplomatie et rongent, jusqu'à l'os, nos capacités militaires. Le jour venu, ils n'auront droit à aucune indulgence. □

François Marcilhac

## NOTRE SOUSCRIPTION

### Appel aux amis de l'AF

NOUS vous le rappelons : les mois d'été sont toujours difficiles à passer pour notre trésorerie, particulièrement cette année. Alors, si vous voulez retrouver votre journal en rentrant de vacances, n'oubliez pas, avant de partir :

- de payer sans attendre votre abonnement si celui-ci arrive à échéance avant le 1<sup>er</sup> septembre,  
- d'envoyer votre obole à notre souscription ; elle nous est indispensable,  
- de nous commander quelques exemplaires du journal pour les

diffuser sur votre lieu de villégiature. Ce sera faire œuvre utile. Merci d'avance.

M.G. Pujol

PS : Nous recrutons pour la période estivale des vendeurs rémunérés. S'adresser au journal.

### Liste n° 10

Virements réguliers : Annie Paul, 15,34 ; J.M. de Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; M. Bellegarde, 20 ; M.M. Godefroy, 22,87 ; J.P. Lamy, 30. Louis Moret, 110 ; anonyme, 100 ; Claude Taggiasco, 100 ; J.P. Lopez, 6 ; M<sup>lle</sup> Richarde, 4.

Total de cette liste 479,24 €  
Listes précédentes 4 966,24 €

Total 5 445,48 €

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M<sup>me</sup> Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

□ SÉCURITÉ

# Un mauvais compte de (mé)faits

La Cour des comptes se penche sur « l'organisation et la gestion des forces de sécurité publique ». Dans son rapport, elle pointe une lutte contre la délinquance aux résultats contrastés, quitte à s'attirer s'attirer les foudres du ministre de l'Intérieur.

Florilège. C'était le 30 novembre 2006 sur France 2. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, déclarait devant Arlette Chabot, les yeux dans la caméra : « Je n'ai pas envie de mentir aux Français. Je pense que ça fait trop longtemps que le débat politique souffre d'un manque d'authenticité, d'honnêteté, de transparence [...]. Je veux tout dire avant l'élection parce que je ferai tout après l'élection et ça c'est un véritable pacte de confiance, un pacte républicain, je veux une nouvelle relation entre les Français et la politique. [...] Il faut maîtriser l'immigration, [...] on ne peut pas accepter tout le monde. [...] La chaîne pénale doit fonctionner mieux, qu'elle ne fonctionne aujourd'hui. [...] La sécurité c'est un sujet important. » Paroles, paroles...

## Quadrature du cercle

Près de cinq ans plus tard, dans un énergique rapport thématique du 30 juin 2011, intitulé « L'organisation et la gestion des forces de sécurité publique », la Cour des comptes assène, implacable, son verdict : « Les statistiques du ministère de l'intérieur font apparaître que les résultats obtenus dans la lutte contre la délinquance ont été contrastés. » Qu'en termes subtils mais venimeux, ces choses là sont dites ! La haute juridiction financière, présidée par l'ex-député (mais toujours) socialiste (ancien membre assidu de la Commission des finances de la Chambre basse), Didier Migaud, ne dit rien moins que ce que le sens commun et un minimum d'observation offrent à un jugement civique sain : le sentiment d'insécurité est toujours présent, parce que la seule insécurité (induite par la délinquance dite de « voie publique » ou de proximité) n'a pas diminué (tout au moins celle relative aux personnes). Pis, la délinquance est de plus en plus violente et de plus en plus gratuite (voir *Le Choc du mois*, février 2011, p.16). À coup sûr, après s'être fendu d'une sèche missive en réponse à la Cour, le premier flic de France, Claude Guéant, sera aussitôt rejoint par le criminologue franc-maçon des plateaux télévisés, Alain Bauer, lequel expliquera, avec une docte arrogance, que ce rapport n'est pas sérieux, voire idéologiquement orienté. Il est vrai que l'on peut se demander quelle mouche a bien pu piquer les robins de la rue Cambon, de se mêler ainsi de statistiques criminelles et de sécurité publique, là même où on les attend plus traditionnellement sur le terrain austère des comptes publics. Mais l'explication est, somme toute, relativement simple et réside dans cette invraisemblable quadrature



Un Guéant aux pieds d'argile

du cercle qui est d'« améliorer l'efficacité de la lutte contre la délinquance, tout en participant à l'effort de maîtrise accrue des dépenses publique ». En d'autres termes, la révision générale des politiques publiques (RGPP) mise en place par le gouvernement dès juillet 2007, visant à réduire drastiquement les effectifs (souvent pléthoriques) des trois fonctions publiques, ne s'est guère accompagnée d'une réflexion globale sur les mécanismes de compensation destinés à combler les vides. Le rapport pointe d'ailleurs la « raréfaction des recrutements » ainsi qu'un renouvellement très rapide des effectifs de police, notamment dans les zones « où le ni-

veau de la délinquance est plus élevé et les conditions de travail plus difficiles ». L'ire épistolaire de Guéant provient de ce que ce dernier se trouvait décidément plus à l'aise au secrétariat général de l'Élysée à jouer les serviles conseillers de l'ombre, paillason idolâtre de Sarkozy. Les mains dans la glaise, celui que l'entourage du président appelle « Maurice », « façon de souligner le côté rustique et provincial » (F.-O. Giesbert, *M. le Président*, Flammarion, 2011), suinte la peur de devoir endosser, à lui seul, l'échec du quinquennat en matière de politique sécuritaire, selon la logique bien connue du bouc émissaire ou du fusible. Ce

qui signifierait une mise au placard politique plus ou moins durable. On comprend, dès lors, pourquoi "Maurice" bat régulièrement la campagne en rameutant les électeurs du Front national sur des thèmes assurément très fédérateurs comme l'immigration-islamisation, pour faire oublier son impuissance à résoudre efficacement le problème de plus en plus prégnant des violences urbaines.

## Garde à vue

L'entrée aussi autoritaire que fracassante de l'avocat dès la première heure de garde à vue, par la grâce d'une jurisprudence européenne aussi libertaire qu'inconséquente, servira davantage les voyous que la vérité judiciaire (voir Stéphane Chaigneau, *Mes gardes à vue*, La Manufacture des livres, 2010). En outre (et ceci concerne plutôt la délinquance générale), la planétarisation du crime conjuguée au dogme angélique du libre-échangeisme et du sans-frontiérisme vient rajouter à cette incapacité chronique de nos gouvernants qui, depuis vingt ans, déplorent les mêmes conséquences dont ils chérissent les mêmes causes. Aussi, que valent donc les chiffres de l'Observatoire national de la délinquance (ces « êtres fragiles qui, à force d'être torturés, finissent par avouer tout ce qu'on veut leur faire dire » selon la formule du démographe Alfred Sauvy), quand le sentiment (réel) d'impunité des délinquants s'accroît à proportion du sentiment d'insécurité de nos concitoyens que nos élites tiennent avec mépris pour un fantasme « d'extrême droite » ? Un coût moral et sociétal non évalué par la Cour des comptes. ■

Aristide Leucate  
aleucate@yahoo.fr

## » RECLAUDE

L'exécutif a cédé face aux parlementaires UMP, afin d'obtenir leur vote en faveur du projet de loi de réforme constitutionnelle sur l'équilibre des finances publiques. « L'Élysée et Matignon ont abandonné le monopole des lois de Finances et de financement de la Sécurité sociale sur les mesures de prélèvements obligatoires », rapportent *Les Échos* (11/07/2011). « Les propositions de loi, privées de toute mesure de financement, auraient perdu beaucoup de leur portée », souligne notre confrère Étienne Lefebvre. Cela étant, la réforme est loin d'être acquise : faute d'un soutien partiel de la gauche, le président de la République ne devrait pas se risquer à convoquer le Congrès, où la majorité des deux tiers est requise pour amender la Constitution.

## » PARITÉ

La femme serait, paraît-il, l'avenir de l'homme. Le football en est témoin : la victoire en Ligue des champions de l'équipe féminine de l'OL avait déjà nourri la fierté des Lyonnais, qui couraient après ce titre depuis des années ; plus récemment, l'arrivée des "Bleues" en demi-finale de la coupe du monde a suscité l'enthousiasme relatif de nos confrères. Aussi le PCF a-t-il demandé au gouvernement « d'exiger la retransmission [...] sur une chaîne publique » des derniers matchs de la compétition. « Dans un communiqué, le Parti communiste estime que cette retransmission est "un geste essentiel pour une reconnaissance nationale du sport féminin" », rapporte Jean-Marc Morandini (11/07/2011). Il appartiendrait à l'État de remodeler une société délibérément machiste, en dépit de la notoriété des Laura Flessel, Laure Manaudou et autres Amélie Mauresmo...

## EVA JOLY

### Les "jolis" 14-juillets de la dame verte

ON AVAIT presque fini par oublier que le 14 juillet 1789 ne fut qu'une orgie menée par une populace ivre de sang contre une Bastille quasi vide qui ne fut pas même "prise" mais donnée par son gouverneur M. de Launay qui n'avait rien à refuser au "peuple". Le premier défilé de ce jour consista à marcher derrière des piques exhibant les entrailles dégoulinantes du "sang impur" de Jacques de Flesselles, prévôt des marchands, et de quelques autres malheureux ; on alla au Palais-Royal et l'on mit le feu à toutes ces chairs, avant de danser autour : premier bal du quatorze juillet. On finissait même par oublier aussi la mascarade de la fête dite de la Fédération, le 14 juillet 1790, fêtant un an plus tard dans le mensonge la "réconciliation" des Français, où

l'"évêque" Talleyrand célébra ce qui était censé être une messe et où seul le roi semblait croire à ce qui se passait... Mais, après la Grande Guerre, le quatorze juillet s'est quelque peu blanchi en devenant la fête de notre armée qui nous avait si glorieusement sauvés en 1918. Même Charles Maurras trouvait magnifique que cette fête se fût ainsi transformée en une journée d'unité française en hommage à nos combattants héroïques.

## Un défilé grandiose

Cette année 2011, bien qu'endeuillé par la mort de nos soldats immolés en Afghanistan, le défilé sur les Champs-Élysées a été particulièrement grandiose, avec la sublime et immuable Légion étrangère et nos troupes d'outre-mer aux costumes chatoyants qui affirmaient la présence française sur tous les océans du globe. « En rev'nant de la revue, gais et contents, le cœur à l'aise », comme disait naguère la chanson, les spectateurs marchaient triomphants d'avoir pu « voir et

complimenter l'armée française ». Ce sont des images comme celle-ci qui, en l'absence d'une famille royale, soudent quelque peu l'unité des Français, même si en réalité, hélas, le budget de notre défense nationale est au plus bas... C'est juste ce jour-là, que, sans la moindre pensée pour nos soldats morts la veille au champ d'honneur, une verte (et pas mûre) Norvégienne récemment naturalisée française a osé proférer qu'elle remplacerait, si elle était élue en France (?), la fête de l'armée par un « défilé citoyen ». De quoi se mêle cette dame ? On sait ce que signifie ce genre de "journée" où tout le monde suspecterait civiquement tout le monde de ne pas assez œuvrer pour la planète plus "sacrée" que les hommes qui y vivent. Le quatorze juillet renouerait avec son passé d'orgie civique. Un 89 champêtre et bêlant engendrerait vite un terroriste 93. Voilà une raison pour que les Français s'abstiennent de porter à la présidence la petite dame verte porteuse d'aucune espérance. ■

Michel Fromentoux

□ CONTROVERSE

# L'école prend mauvais genre

L'immixtion des *gender studies* dans les lycées, implicite dans les programmes officiels mais manifeste à la vue des manuels scolaires de Première, suscite les protestations du monde catholique.



La bataille fait rage depuis que l'Éducation dite nationale entend imposer dans les manuels de sciences de la vie et de la terre (SVT) l'idéologie du genre (*gender* en américain). Il s'agit là d'une vulgaire idéologie, même pas d'une hypothèse car elle ne repose sur aucune observation, même partielle, de la réalité sociale, d'une théorie échelonnée niant effrontément la Création. Il y aurait donc le sexe biologique et, à côté, des identités féminines ou masculines construites par la société, par l'environnement culturel ou par une tradition des rapports entre les sexes. Rien de tout cela ne serait essentiel et qu'un homme soit un homme, ou une femme une femme, serait pure convention sociale que l'on pourrait librement repenser. Tous les marqueurs de différences entre les sexes devraient disparaître et il serait normal de s'accoupler avec même des gens de son propre sexe... Que de telles élucubrations, tout juste bonnes à faire rire quelques désœuvrés, soient érigées au rang des matières enseignées à l'école,

dépasse l'entendement. Déjà, l'abbé Pierre-Hervé Grosjean, chargé des questions de bioéthique pour le diocèse de Versailles, s'élève contre cette prétention d'élever une simple idéologie en une vérité, signalant que « *L'Éducation nationale sort gravement de sa neutralité* ». Il laisse entendre que l'enseignement catholique songerait à éditer ses propres manuels... Qu'attend-il pour le faire ?

### Laïcité positive...

Un parent d'élève a écrit au chef de l'État une lettre que publie *Ouest-France* et que cite le site du *Salon beige* : « *Cette théorie s'affranchit des données naturelles et scientifiques immuables à l'origine des civilisations humaines, et bafoue ainsi les valeurs de notre société fondées sur l'altérité et la complémentarité homme-femme. [...] Cet exemple démontre aussi que le concept de laïcité positive n'est pas inspiré par une forme de bienveillance vis-à-vis des religions... À côté de nombreux intellectuels, justes*

*et droits, je sens monter, Monsieur le Président, une énorme et sourde colère, toutes tendances confondues, alors que nous assistons à un passage en force de cette idéologie que l'honnêteté intellectuelle reconnaît déjà comme une remise en cause de certaines données de construction sociale autour de la famille, du respect de la personne humaine et de la différence.* »

### Résolution à l'ONU

De son côté, M<sup>re</sup> Silvano Tomasi, représentant du Saint-Siège auprès du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, s'inquiète de voir la liberté de l'Église diminuée par l'adoption d'une résolution sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre : « *Cette résolution marque un tournant. On la comprend comme le début d'un mouvement au sein de la communauté internationale et des Nations Unies pour inclure les droits des homosexuels dans le programme général des droits de l'homme.* » Et d'expliquer que les termes "orientation de genre" et "identité de genre" ne sont pas définis en droit international mais servent de "mots clefs" pour justifier certains types de comportement à travers le refus de la "discrimination" à leur encontre... Ces termes « *sont pensés pour échapper à la réalité et pour fournir un cadre à une multitude de sentiments et de pulsions que l'on transforme ensuite en droits* ». C'est ainsi, ajoute M<sup>re</sup> Tomasi, qu'en France, l'Éducation nationale impose, de fait, l'enseignement de l'identité de genre. « *Cette exigence est en conflit avec les droits authentiques que sont la liberté d'exercice de la religion et de l'éducation des enfants.* »

C'est un combat capital qui se prépare contre une manière totalitaire d'imposer un ordre nouveau qui est en fait un désordre. Les écoles catholiques ligotées par le système des contrats sont-elles de taille à le mener ? ■

Michel Fromentoux

MANIFESTATION

## Francophonie militante

Le 18 juin, en marge des institutions officielles de la Francophonie, une manifestation était organisée pour « *crier [le] refus de laisser étrangler la langue française* ».



VINGT-SEPT associations s'étaient unies pour organiser à Paris, le 18 juin 2011, une marche appelant à défendre la langue française qu'elles considéraient gravement menacée. On reconnaissait parmi les participants plusieurs sympathisants et fidèles abonnés de l'Action française. Un millier de personnes environ ont écouté, sur la place du Panthéon, les brèves allocutions d'une vingtaine d'orateurs, à commencer par Albert Salon, ancien ambassadeur de France et président d'Avenir de la langue Française (ALF) qui était à l'origine de cette action publique. Plusieurs hommes politiques ont pris la parole : Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République), Jean-Pierre Chevènement (Mouvement républicain et citoyen), Paul-Marie Coûteaux (Rassemblement pour l'Indépendance de la France), Jacques Myard (UMP), Patrick Louis (Mouvement pour la France). Claude Hagège, linguiste et membre du Collège de France, Philippe de Saint-Robert, écrivain et président de l'Académie de la Carpette anglaise, Bernard Dorin, ambassadeur de France, ont dit l'importance qu'ils attachent à l'usage et à l'enrichissement de notre langue. Les chefs de file des délégations étrangères, belges (Wallonie et francophones de Flandre), canadienne (Québec), ivoirienne, camerounaise, mauricienne, cambodgienne, italienne... ont résumé leur combat pour assurer la survie du patrimoine culturel et historique que constitue pour eux la langue de Molière et de Voltaire. Des représentants du Cran (Conseil représentatif des associations noires), des Mariannes de la République, de mouvements sociaux et syndicaux (Carrefour des acteurs sociaux, association Courriel), ont aussi précisé les raisons qui les conduisaient à participer à cette marche. Le cortège s'est ensuite dirigé vers l'université Pierre et Marie Curie, près du jardin des Plantes, par le boulevard Saint-Michel et la rue des Écoles. Ce fut une marche calme et colorée où se côtoyaient de nombreux drapeaux : à côté des drapeaux français, ceux de Wallonie, avec un coq en écusson, ceux du Québec, avec leurs fleurs de lys, ceux de plusieurs pays d'Afrique complétaient par leurs couleurs variées les affirmations des banderoles : « *Ma patrie c'est la langue française* » (Albert Camus) ; « *Eh ! La France, ton français fout le camp* » ; « *On brade vos emplois, on brade votre langue* »... C'était la première fois, depuis de nombreuses années, que des Français et des

francophones descendaient dans la rue pour défendre leur langue et leurs cultures. À l'issue du défilé, deux délégations ont transmis, au ministre de l'Éducation nationale et au ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche des lettres demandant que l'enseignement soit exclusivement dispensé en français dans les écoles et universités françaises et que se tiennent rapidement des "états généraux du français et de la Francophonie".

### Un ciment d'unité

« *Nous avons voulu par cette marche, précise Albert Salon, montrer notre attachement à notre langue commune et à nos civilisations, résister à l'imposition de l'usage de l'anglais dans nos entreprises, dans nos médias, dans nos écoles, nous élever contre l'abâtardissement de notre langue, affirmer notre solidarité avec les différents peuples francophones ou partiellement francophones pour qui le français constitue un ciment d'unité et un moyen d'échanges intérieurs ou internationaux. Nous avons voulu, avec Umberto Eco, dire que "la langue de l'Europe, c'est la traduction". Nous avons enfin demandé aux autorités l'organisation officielle, en France et à court terme, d'états généraux de la langue française et de la francophonie.* »

Bien que quelques participants, à titre individuel, aient défilé en brandissant des drapeaux aux couleurs de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), celle-ci n'avait pas voulu se joindre à cette marche, ni lui manifester de soutien. On ne peut que regretter ce silence alors que cette organisation s'est bâtie sur une communauté linguistique dont la mondialisation actuelle menace l'unité et la diversité. Le français paraît peut-être moins "porteur" aux yeux de l'OIF que les "droits de l'homme", mais le succès de cette marche montre que les Français, et, à leurs côtés, la communauté francophone sont prêts à s'engager, à se battre, pour sa survie. □

Arnaud Danloux-Dumesnils

## L'ACTION FRANÇAISE 2000

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité .....
- ✓ Prénom .....
- ✓ Nom .....
- ✓ Adresse .....
- ✓ Code postal .....
- ✓ Commune .....
- ✓ Téléphone .....
- ✓ Courriel .....

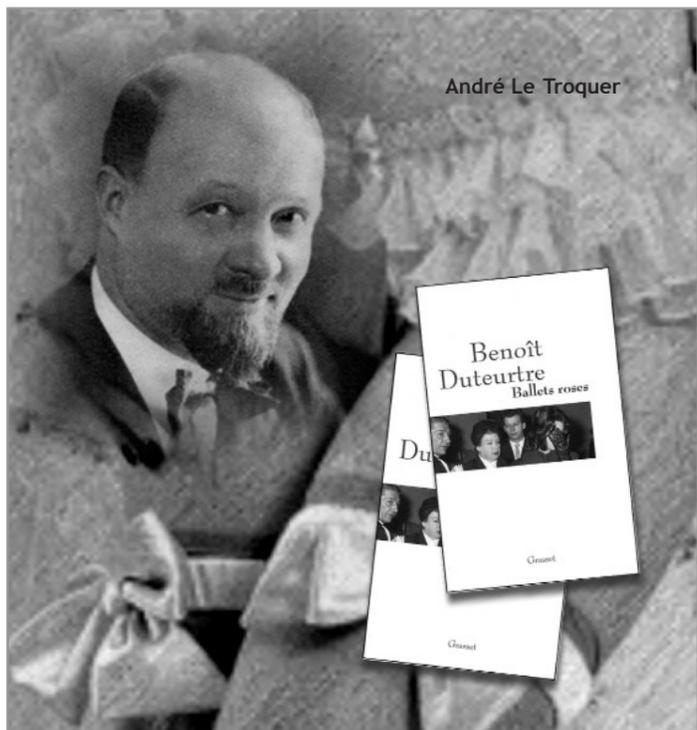
- Premier abonnement (un an)
  - France .....80 €
  - Étranger .....140 €
- Abonnement ordinaire
  - Un an .....125 €
  - Six mois .....70 €
- Abonnement de soutien
  - Un an .....150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
  - Un an .....70 €
- Outre-mer (un an)
  - DOM .....135 €
  - TOM .....165 €
- Étranger (un an)
  - Europe .....165 €
  - Autres pays .....178 €

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :  
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS  
CCP Paris 1 248 85 A

❑ MŒURS

# La vie en rose

Les affaires de mœurs ponctuent la vie politique. En écho aux frasques contemporaines, on replongera, par exemple, dans l'histoire de la IV<sup>e</sup> République, à la rencontre d'un notable déchu.



André Le Troquer

Acieux qui, d'un œil coquin et entendu, évoquent nos rois comme des princes gouvernés par leurs plaisirs, livrés aux d'Estrée, Montespan et Pompadour, vous pouvez répondre que le parc aux Cerfs vaut largement les Sofitel. Pour sortir des banalités effroyables prononcées sur MM. Strausss-Kahn et Tron, le mieux est encore de commander le livre de Benoît Duteurtre, paru il y a déjà deux ans, intitulé *Ballet roses*. Benoît Duteurtre est un des écrivains les plus doués de sa génération. Style et intérêt se concilient chez lui avec talent. Vous pouvez tout aussi bien retrouver cet art dans son dernier livre, *Été 76*.

Duteurtre a deux ou trois raisons de se pencher sur cette médiocre histoire des "ballets roses" qui interpella l'opinion publique en 1958. Il s'agit toujours chez lui de revenir sur des événements pas trop vieux, mais pas trop récents non plus, assez proches de nous pour nous parler, assez reculés pour établir une perspective. Épuiser le fond des vieux journaux, hanter des archives improbables à l'heure de l'efficace Internet n'est pas pour lui déplaire. À la manière de Jean-Paul Kaufman, errant à Sainte-Hélène pour retracer les dernières années de Napoléon ou dans les travées de Saint-Sulpice, il croit les lieux habités. Ajoutons qu'il est l'arrière petit-fils de René Coty, président de la République au moment où éclata l'affaire, et que sans en faire une histoire personnelle, il en a un peu fait une histoire familiale.

Les ballets roses, c'est d'abord le titre génial d'un journaliste. C'est ensuite l'histoire qui vit sombrer André Le Troquer, une gloire en son temps. Pure produit de la méritocratie républicaine, fils adultérin d'une naïve bécaassine dé-

barquée porte de Clichy, à force d'efforts dans l'école de M. Ferry, le petit André devint M<sup>e</sup> Le Troquer. 14-18 montra davantage son sens du sacrifice puisqu'il y perdit un bras. Poilu décoré, membre actif de la SFIO, il fut réélu triomphalement député du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris. La Seconde Guerre mondiale ne le vit pas moins sur les sentiers de la gloire, puisqu'il y fut un grand résistant, défilant aux côtés du général de Gaulle, qui l'avait pourtant en piètre estime, le 26 août 1944. Enfin, il devint président de l'Assemblée nationale de la IV<sup>e</sup> République finissante.

## Signes avant-coureurs

Dans l'affaire Le Troquer, comme dans l'affaire Strauss-Kahn, il y avait eu des indices avant-coureurs de la chute. Mais c'était une autre époque, où les notables étaient malgré tout tenus en estime et où rien ne filtrait de la vie privée des hommes publics. Quelques rapports de police précisaient dès 1924, pourtant, la fréquentation régulière d'une maison de rendez-vous, rue Amelot, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement. Le Troquer était même signalé comme le grand ami de la patronne, elle-même cliente de son cabinet d'avocat. Il avait sa régulière qu'il présentait comme son épouse à Alger à De Gaulle, qui, mal informé, l'accepta à sa table. Effroi du général lorsqu'on lui révéla la vérité ! Conséquence logique, en 1946, comme élu parisien, Le Troquer multiplie les artifices de procédure pour retarder le vote conduisant à la suppression des maisons de tolérance dans la Seine.

Dès lors les dérives de M<sup>e</sup> Le Troquer n'auront plus de limites. Tout rigoureux socialiste qu'il soit, il

use de son influence pour favoriser les carrières de quelques courtisanes, procure à celle que tout Paris connaît sous le nom de "Fanny Mauve" un appartement dans le Marais. Méthodes qui ont disparu bien sûr... Une note des RG signale que Le Troquer « est bien connu dans les différentes maisons de la capitale pour son goût immodéré pour les partouzes ». Il exigerait invariablement deux ou trois jeunes filles mais sans exclure de jeunes éphèbes. Tout le monde sait. Enfin le tout-Paris, mais rien ne filtre. Avec la fausse comtesse de Pinajeff, sa dernière compagne, et la complicité d'un policier ripoux au nom tout aussi évocateur, Jean Merlu, il organise dans un pavillon de l'Ouest parisien des soirées où l'on "dégrade" moralement et physiquement de pauvres "écervelées" mineures mais consentantes. Tout cela se termine avec l'effondrement de la IV<sup>e</sup> République. Le Troquer tombe avec ce système parlementaire où il nageait comme un poisson dans l'eau. Une plainte est déposée, son calvaire commence.

## Le souvenir d'une autre mentalité

Tout le procès est instructif. Il renvoie à des comportements de naguère comme à des réflexes toujours en cours. On y retrouve la fantasmagorie du public qui se représente ces fornications extravagantes avec un brin de lucidité qui rend d'autant plus sévère sa réprobation morale. On renoue avec une justice bourgeoise, paternaliste et pudibonde, peu sensible au droit des femmes et encore moins à la fragilité d'adolescentes fourvoyées. On a l'impression au procès que l'on "gronde" les écervelées, sans penser, comme on le ferait aujourd'hui, au viol. En 1958, on est plus compréhensif à l'égard des messieurs qu'à celui de leurs victimes. Les peines sont négligeables, on ne cherche pas à humilier davantage Le Troquer dont la carrière est finie : un an avec sursis. Duteurtre conclut : « Cinquante ans plus tard, l'idée du prédateur sans scrupules s'oppose à celle de la victime innocente et manipulée, exigeant un travail de soutien psychologique, de forts dédommagements et une punition exemplaire du coupable- prolongée par un traitement hormonal et un bracelet de sécurité. [...] Probablement le coupable André Le Troquer serait-il interné, malgré son grand âge. [...] Un homme hanté sa vie durant par d'irrésistibles pulsions libidineuses... » ■

Marc Savina

✓ Benoît Duteurtre, *Ballets roses*, Grasset & Fasquelle, 243 p., 17 €

## Au fil de la presse



Où l'on observe que la vérité ne règne pas forcément en deçà des Pyrénées, tandis que l'erreur se propage largement au-delà. Que l'on doit compter sur le génie intrinsèque des peuples pour sauvegarder le bien commun.

❑ Commençons par l'Afghanistan où la France paye actuellement un lourd tribut en laissant sacrifier ses soldats les plus valeureux. *Le Salon beige* (7 juillet 2011) fait entendre une voix particulière dans le tintamarre médiatique autour de la libération des deux journalistes, Ghesquière et Taponnier. « Pendant que la presse accueillait [ces ex-otages en Afghanistan], le caporal Cyrille Hugodot, un parachutiste français de retour aussi d'Afghanistan descendait les Champs-Élysées... dans un cercueil et dans le plus grand silence médiatique. » Ces mêmes journalistes qui se défendent aujourd'hui d'avoir voulu jouer les héros au péril de leur vie et de celles des soldats français chargés de leur sécurité. La fière arrogance dont ils ont fait montre lors de leur conférence de presse dans les locaux de France Télévisions confine à l'indécence suprême, tandis que l'État français a mobilisé des moyens disproportionnés pour les récupérer. Dans un entretien au site *Atlantico* (30 juin 2011), Gérard de Villiers assure qu'« on va évidemment nier avoir versé une rançon, c'est un grand classique. Je ne connais aucun otage libéré sans le versement d'une rançon. Cela s'appelle les frais de pension. » Et d'ajouter qu'en plus de l'armée, « la DGSE avait une équipe sur place depuis très longtemps [...] et [s'est] mis d'accord avec les talibans sur les otages à libérer. »

❑ En tout cas, l'argent semble couler à flots, alors que la France s'enfoncé dans la dette « pour atteindre le montant total de 1 646,1 milliards d'euros, soit 84,5 % du PIB » (*Le Salon beige*, 30 juin 2011) et que la Commission européenne, en manque de liquidités, propose « la création d'une taxe sur les transactions financières et d'une TVA européenne pour alimenter le futur budget de l'UE, qu'elle entend augmenter de 5 %. [...] Les dirigeants européens oseront-ils répondre à la Commission de l'UE d'aller [se faire] voir chez les Grecs ? » (*Le Salon beige*, 29 juin 2011)

❑ Ce n'est certainement pas notre gouvernement qui répliquera avec la crédibilité nécessaire à cette Commission omnipotente et impotente, par la voix, notamment, de Jean Léonetti, ministre centriste (tendance Borloo) des Affaires européennes, fraîchement nommé par Sarkozy en remplacement de Laurent Wauquiez (passé à l'Enseignement supérieur). Selon le très européen Jean

Quatremer (*bruxelles.blogs.libération.fr*, 30 juin 2011), « on ne connaît pas les qualités, que ce soit en politique intérieure ou internationale de Léonetti. [...] On pourrait nommer un ruminant à ce poste que cela ne ferait guère de différence, car un ministre des affaires européennes ne sert plus à rien. Autant dire que la suppression de ce poste ne pourrait que faire du bien aux finances publiques. »

❑ Aucune voix gouvernementale ne s'élèvera donc non plus devant cet énorme scandale que représente « l'aide de l'Union européenne, un programme de 10 millions d'euros [qui] consiste à apporter de la nourriture à 650 000 personnes [de Corée du Nord] en attendant les récoltes de l'automne. » (*Daoudal hebdo*, 7 juillet 2011) Ainsi, « quand la nomenklatura [nord-coréenne] demande à l'UE de lui apporter une aide alimentaire, l'UE s'exécute » sans demander, en contrepartie, des comptes aux « criminels qui dirigent ce pays [et] maintiennent le peuple dans la plus extrême misère » !

❑ Heureusement, il reste ailleurs des motifs de ne pas désespérer de l'âme humaine. *Daoudal hebdo* (7 juillet 2011) nous dévoile ainsi l'initiative populaire montée par une fondation polonaise et visant à recueillir les 100 000 signatures minimum pour saisir le Parlement d'un texte devant conduire à l'abolition totale de l'avortement : « PRO [la fondation pour le droit à la vie] a obtenu 600 000 signatures en deux semaines. » Déjà, « le 1<sup>er</sup> juillet, la Diète se prononçait sur ce texte : 254 députés votaient en sa faveur, 151 votaient contre, et 11 s'abstenaient. [...] Il se trouve que les mentalités sont de plus en plus pro-vie en Pologne. Y compris chez les hommes politiques. »

❑ On se remémorera les mots si justes d'Otto de Habsbourg qui, en 1981, disait que « si le parti qui a toujours à la bouche le mot humanisme se prononce en bloc pour la peine de mort contre des enfants innocents, alors que, par ailleurs, il ne sait que faire pour réduire les peines justifiées pour les voleurs et assassins et les auteurs de crimes sexuels, [il effectue] un retour à la barbarie » (*Le Salon beige*, 6 juillet 2011). La société doit pourtant veiller sur les plus faibles et les plus petits d'entre nous. C'est une exigence morale non négociable.

Aristide Leucate

ITALIE

# Le sursaut et l'embrouille

Menacée par les marchés financiers, l'Italie vient d'adopter un plan de rigueur budgétaire contre lequel l'opposition a renoncé à batailler. Mais les rivalités politiques demeurent, dans un climat teinté de corruption.



Le ministre italien de l'Économie  
Giulio Tremonti

Stimulé par le chancelier Angela Merkel, le président du Conseil italien Silvio Berlusconi a accéléré le mouvement. Alors qu'initialement le plan de rigueur budgétaire ne devait être examiné au parlement qu'en août, le Sénat et la Chambre des députés l'ont adopté la semaine dernière, l'opposition de gauche ayant renoncé à déposer des amendements, au nom de la « cohésion nationale » réclamée par le président de la République, Giorgio Napolitano. Il y avait urgence pour la troisième économie de la zone euro.

## Autour de la dette

En adoptant des mesures destinées à mettre l'Italie à l'abri de l'attaque des marchés, les sénateurs et les députés ont en même temps voté la confiance au gouvernement. Néanmoins, les dirigeants de gauche, Antonio Di Pietro (Italie des valeurs) et Pier Luigi Bersani (Parti démocrate), prétendent exiger sa démission « une fois rassurés les marchés » et relâchée la pression spéculative sur la dette italienne. À quoi Umberto Bossi (Ligue du Nord) réplique : « Si l'opposition veut un gouvernement de techniciens, celui-ci devra parler comme moi. » On l'aura noté, personne au stade actuel ne souhaite des élections anticipées. En fait, la dette publique est certes élevée (120 % du PIB) mais présente la particularité d'être en majorité détenue par des résidents en Italie ; quant au déficit budgétaire, à 4,5 %, c'est l'un des

plus bas dans la zone euro. Reste que les capitalisations des banques italiennes sont insuffisantes, pas plus toutefois que celles des banques françaises. Malgré tout, les unes et les autres ont passé sans dommage les "stress tests" dont les résultats ont été rendus publics le 15 juillet. L'inquiétude du début de la semaine dernière a été provoquée par le soudain effondrement de la bourse de Milan, le 11 juillet, consécutivement à une offensive de fonds spéculatifs américains qui, n'ayant pas obtenu le résultat escompté en Grèce, auraient réorienté leurs mises contre l'Italie dont le marché obligataire offrait alors de meilleures opportunités. Il y a quelques jours, certains analystes financiers conseillaient plutôt de miser contre la dette française. La zizanie au sein de l'Eurogroupe n'a évidemment rien arrangé ; non plus que les attermoissements du gouvernement italien, jusqu'au sursaut de la semaine dernière qualifié de « miraculeux » par le président Napolitano.

## Côté corruption

Le plan adopté à Rome semble répondre aux attentes. L'agence de notation Fitch l'a, pour sa part, jugé crédible. Ce plan prévoit près de 48 milliards d'économies afin de ramener la dette à environ 112 % du PIB d'ici à deux ans. Toutes les catégories de la population seront touchées : les familles, les retraités, les épargnants, les entreprises ; sont en outre prévues la suppression des niches fiscales et la réduction du

nombre, considérable, de voitures de fonction. Enfin, la TVA sera augmentée. Pour compenser, le gouvernement veut mettre en œuvre des mesures de soutien à la croissance. C'est le ministre de l'Économie Giulio Tremonti qui était à la manœuvre pour défendre le train de mesures. Ce ministre, qui a plutôt bonne presse en Europe, est contesté en Italie, au sein même de la majorité. Silvio Berlusconi le suspecte depuis longtemps de nourrir de coupables ambitions ; il pourrait s'en séparer à l'automne, à moins que Tremonti ne soit contraint à la démission en raison des soupçons de corruption pesant sur lui. Pour l'heure, l'imputation vise d'abord son ancien bras droit, le député PDL Marco Milanese, qui, à raison de 8 500 euros par mois, payait l'appartement romain de Tremonti. Cette affaire, qui n'en est qu'à ses débuts, fait l'objet d'une procédure ouverte par le parquet de Naples, enquête étendue aux agissements présumés d'une mystérieuse loge P4. Y est notamment impliqué un autre député PDL, Alfonso Papa, qui aurait usé de sa position pour alimenter une caisse noire.

## Fatigué, Berlusconi prépare sa succession

Lui-même aux prises avec trois procès, Silvio Berlusconi « règne mais ne gouverne pas », selon le Corriere della Sera. Néanmoins, à soixante-quatorze ans, il veut tenir jusqu'aux élections législatives prévues en 2013. Après quoi, assure-t-il, il ne se représentera pas et laissera la place à l'actuel garde des Sceaux, Angelino Alfano, auquel il a déjà confié les rênes de son parti, le PDL. Prévue pour ces jours-ci, la succession d'Alfano au ministère de la Justice pourrait donner lieu à un périlleux jeu de chaises musicales. Silvio Berlusconi a en outre précisé qu'il ne briguerait pas la présidence de la République, comme d'aucuns lui en avaient prêté l'intention. Pour cette fonction - le chef de l'État étant élu par les parlementaires - le Cavaliere verrait bien l'un de ses proches lieutenants, Gianni Letta. Sous-secrétaire à la présidence du Conseil, un titre peu ronflant, Gianni Letta joue en fait un rôle clé dans le gouvernement et même dans les relations avec le parlement, domaines où il déploie discrètement ses talents de médiateur ; Berlusconi lui délègue d'ailleurs de plus en plus de responsabilités. Tout cela demeure évidemment soumis aux ambitions diverses qui ne vont pas manquer de se manifester au gré des aléas d'une fin de règne annoncée. ■

Guy C. Menuisier

BELGIQUE

# Godot doit revoir sa copie



Toujours privée de gouvernement, la Belgique a entrevu l'espoir d'une reprise des négociations. C'était compter sans Bart De Wever.

LE FILM continue de se dérouler en Belgique suivant un scénario qui manque de variété. Ma chronique précédente s'intitulait « En attendant Godot ». Et Godot, cette fois, arriva sous le nom d'Elio Di Rupo. Il proposa une note circonstanciée d'une centaine de pages. Les états-majors des partis scrutèrent les paragraphes, analysèrent les solutions avancées. Il y eut comme un frémissement. Tous, francophones et néerlandophones, se dirent prêts à négocier. Le formateur avait pris le soin de préciser que ce n'était pas « à prendre ou à laisser ». Il y avait donc une ouverture et tous se dirent enclins à s'y engager. Tous ? Même le CD&V l'envisageait.

## La parole de l'oracle

Mais lui attendait l'oracle pour se prononcer. Après s'être dit « embarrassé », celui-ci laissa tomber son verdict. Bart De Wever étira ses lèvres pour dire non. Aussitôt, les démocrates-chrétiens divisés retrouvèrent leur unité dans la fuite éperdue d'un refus. Jamais, firent-ils savoir, nous ne nous assiérons à une table de négocia-

tion sans la NVA. La messe était dite. Elio Di Rupo n'avait plus qu'à se rendre au palais. Le roi jugea officiellement la situation « grave ». Il ne déchargea pas Elio Di Rupo de sa mission, lança un appel aux partis pour qu'ils songent à leurs responsabilités. Et attendit le 11 juillet, fête de la communauté flamande dont le héros, le seul, fut Bart De Wever. Lequel révéla qu'il s'agissait de la fête de la nation flamande... Fidèle compagnon de route de la NVA, Kris Peeters, président démocrate-chrétien du gouvernement flamand, reprend les mots chers à celui appelé le "roi de la Flandre". Il exige une révolution « copernicienne », une totale autonomie fiscale, et assure que « Bruxelles est et reste la capitale de la Flandre ». Fermez le ban ! Envers et contre tout, le roi persiste à vouloir sortir le pays de la crise. À défaut de la devise selon laquelle « l'union fait la force », il adopte celle de la maison d'Orange voisine : « Je maintiendrai. » □

Charles-Henri Brignac

BIBLIOTHÈQUE

## Livres d'occasion

» CHARLES MAURRAS

- L'Action française et la religion catholique *broché* 20,00 €
- L'Action française et le Vatican *relié jaspé marron* 40,00 €
- L'Action française et le Vatican *broché* 20,00 €
- Anthinea *broché* 15,00 €
- L'Avenir de l'intelligence *broché* 15,00 €
- Devant l'Allemagne éternelle *relié jaspé orangé* 40,00 €
- Kiel et Tanger *broché* 20,00 €
- Kiel et Tanger *relié marron rouge dos rouge* 40,00 €
- Pour réveiller le grand juge *broché incomplet* 15,00 €
- Pour réveiller le grand juge *relié beige* 30,00 €
- La Seule France *relié rouge* 30,00 €
- Votre Bel aujourd'hui *broché neuf* 25,00 €

» LÉON DAUDET

- Deux idoles sanguinaires *relié jaspé orangé* 25,00 €
- L'Hécatombe *relié beige* 25,00 €
- L'Hérédé *broché* 25,00 €
- Hors du joug allemand *relié beige* 25,00 €
- Moloch et Minerve ou l'après-guerre *relié jaspé* 25,00 €
- Le Nain de Lorraine... *relié jaspé* 25,00 €
- Paris vécu (deux volumes) *broché* 40,00 €
- Sous la Terreur *relié beige* 25,00 €
- La Tragique existence de Victor Hugo *relié jaspé* 25,00 €

» JACQUES BAINVILLE

- L'Allemagne *relié marron* 25,00 €
- Histoire de deux peuples *relié marron* 25,00 €
- Histoire de deux peuples *relié marron clair* 25,00 €

✓ Frais d'envoi : + 15 %  
 ✓ Commandes à envoyer à L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris, accompagnées d'un chèque à l'ordre de la PRIEP.

□ CONFLIT ARMÉ

# Sortir de l'impasse libyenne

Tandis que les loyalistes résistent, les rebelles libyens sont confrontés à des ONG américaines signalant des exactions commises sur leur territoire. Les armes vont-elles bientôt se taire au profit des négociations ?



Dés rebelles aux abords de Brega en mars 2011

La réunion, le 16 juillet à Istanbul, des représentants d'une trentaine de pays, dont M<sup>me</sup> Clinton, M. Juppé et d'autres célébrités, a donné lieu à quelques belles photos et promesses. Cela suffira-t-il à sortir le conflit libyen de l'impasse, voire de l'enlèvement ? On peut en douter, au moins à brève échéance.

## Match nul

Sur le terrain, aucune des deux parties ne marque de points décisifs. Les loyalistes tiennent la capitale et la majeure partie du pays. Les rebelles du CNT que les États participants ont en quelque sorte légitimé tiennent l'Est et quelques enclaves. Dimanche soir, le colonel Kadhafi a déclaré qu'il ne quitterait jamais « la terre de ses ancêtres ». Incontestablement, il a des fidèles tant dans la population qu'au sein de l'armée et pourrait encore résister. Son entourage tente d'amorcer le dialogue avec les pays occidentaux, surtout la France qui fait fi-

gure de "meneur de jeu". Le CNT de Benghazi refuse toute discussion tant que le "guide" n'aura pas quitté le pouvoir, voire le pays. Étant donné que ce "Conseil de transition" n'existe que grâce à l'appui extérieur, on peut penser que cette position extrémiste lui est suggérée par ses amis occidentaux, qui négocient par ailleurs avec les représentants de ce même "guide". C'est du jeu diplomatique classique. On se sert de l'intransigeance du CNT pour faire pression sur Tripoli.

## Le CNT mis en cause

Affaire gênante pour le CNT, que préside d'ailleurs un ancien ministre particulièrement répressif de Kadhafi, des ONG américaines, que l'on ne pourrait soupçonner de sympathie à l'égard du dictateur libyen, dénoncent avec force des exactions, tortures, viols dans la région que contrôlent les rebelles. Ces informations n'ont pratiquement pas eu d'écho en France, où la "grande presse" est

peu objective sur le conflit et où, malheureusement, il faut aller chercher dans *L'Humanité* certaines nouvelles moins partiales. Néanmoins, aux États-Unis, ces rapports alarmants ont été largement diffusés et commentés. La "coalition" anti-Kadhafi a vivement encouragé les rebelles à prendre rapidement la ville de Brega, centre pétrolier important. Le souci de mainmise sur les ressources de la Libye ne suffit pas à l'expliquer. On voudrait que la rébellion puisse s'autofinancer rapidement. Car le coût de la guerre commence à peser lourdement sur les budgets en déficit des intervenants. D'autant plus que des sommes importantes viennent d'être encore promises au CNT, dont 240 millions de dollars par la France.

## Perspectives

Le tableau n'est certes pas totalement négatif. Donc, au lieu de s'enliser dans des opérations de plus en plus coûteuses provoquant des dégâts collatéraux qu'il sera difficile d'occulter longtemps, il est temps de s'engager sur un autre terrain, celui des négociations ouvertes, probablement, par l'Union africaine, précédées peut-être d'un arrêt momentané des bombardements qui n'ont pas réussi à mettre fin au régime de Kadhafi ni à l'amener à se rendre. L'instauration d'une démocratie à l'occidentale dans ce pays aux structures essentiellement tribales et sans véritable passé national n'est pas une panacée. Il faut sortir de la crise par des compromis tenant compte des réalités du terrain. On ne le répètera jamais assez. ■

Pascal Nari

## CONTROVERSE

# La France livre des armes aux rebelles libyens

LA FRANCE « tape dur » en Libye. Chaque jour, le colonel Kadhafi perdrait plus de quarante véhicules, positions ou infrastructures, estime notre confrère Jean-Dominique Merchet (*Secret Défense*, 03/07/2011). Fin mai, la coalition avait engagé des hélicoptères de combat au sol, « comme si elle descendait à ras des dispositions de la résolution onusienne », selon le commentaire de Catoneo (*Royal Artillerie*, 06/06/2011).

## 40 tonnes auraient été parachutées

Depuis, peut-être la France l'a-t-elle outrepassées. Le mois dernier, plusieurs jours durant, elle aurait parachuté secrètement armes légères et munitions au Sud-Est de Tripoli - 40 tonnes selon l'AFP. Dans une note du 4 juillet, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'interroge sur la conformité de cette initiative avec les résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies : « La première résolution fixe clairement un embargo sur tous les types d'armes pour tout le territoire. La résolution 1973 l'amendement, selon les chefs de la diplomatie française, en permettant "toutes les mesures nécessaires" pour protéger les populations ; justifiant, de ce fait, la fourniture d'équipements militaires aux rebelles, voire aux civils. Par cette interprétation large, et critiquée par les experts en droit international, de la deuxième résolution, les autorités françaises ne respecteraient pas l'esprit de la résolution imposant l'embargo. » Et de rappeler « que

les États de l'Union européenne se sont engagés, depuis une décennie, à ne transférer des armes légères qu'à des gouvernements ». Les juristes français ne manqueront pas de disserter sur le statut du Conseil national de transition (CNT). Pointant « le manque de considération des autorités françaises pour les inquiétudes exprimées par les acteurs régionaux notamment l'Union africaine », le GRIP prévient que « les conséquences de ces transferts se feraient vraisemblablement ressentir très vite en termes de prolifération des armes dans le pays et dans la région ». Il s'interroge, en effet, sur « la capacité de la France à obtenir des garanties quant à l'utilisation finale appropriée de ces armes à court et à long terme ». En tout cas, il conviendrait d'accompagner ces livraisons d'une formation accélérée des troupes rebelles. Si les "loyalistes" « voient la construction d'une armée libyenne "européenne", ils sauront que leurs jours sont réellement comptés car leurs compatriotes ne les traîneront pas en justice », prévient Catoneo. Pour l'heure, à l'approche de la reprise des négociations pour un traité sur le commerce des armes, le GRIP réclame « davantage de cohérence entre déclarations diplomatiques et réalpolitik menées sur le terrain ». C'est peut-être méconnaître la nature des premières, dont les bons sentiments ne sont pas les seuls inspirateurs. Si la France défend si volontiers le droit international, c'est aussi parce qu'elle bénéficie à l'ONU d'une influence relative sans commune mesure avec son poids économique ou militaire. □ G.D.

## POLÉMIQUE

# De l'intox sur la Syrie ?



Hérauts de la démocratie selon la vulgate médiatique occidentale, les manifestants syriens sont en fait de véritables belligérants, puissamment armés.

TANDIS que la situation dramatique en Syrie nourrit la désinformation et le scepticisme, un regard objectif sur les faits nous permet une analyse loin des sentiers battus. Des manifestants syriens ont tenté de prendre d'assaut l'ambassade de France en Syrie. N'arrivant pas à les disperser, les gardes ont tiré à balles réelles, faisant trois blessés. Cette riposte semble légitime, l'ambassade de France bénéficiant d'une inviolabilité garantie par la convention de Vienne. Les forces de l'ordre auraient recours à la même méthode, sur notre territoire national, si elles ne parvenaient pas à disperser par d'autres voies des manifes-

tants qui porteraient atteinte à l'ordre public, au nom de la *potestas* de l'État. Les dispositions de l'article 431-3 de notre Code pénal le prévoient, ainsi que le nouveau décret du 30 juin dernier (décret 2011-795). Dans ces conditions, comment peut-on critiquer les forces syriennes qui tentent de maintenir l'ordre dans leur pays, où des émeutes téléguidées par l'étranger visent la stabilité de l'État et mènent au chaos d'une guerre civile ? Ces mouvements sont malheureusement encouragés par les médias et par certains services secrets, voire par une cinquième colonne qui diffuse des rumeurs avalisées par les "démocraties occidentales". Comment expliquer des heurts entre les forces de l'ordre et des manifestants soit-disant civils et pacifiques, qui arrivent néanmoins à s'attaquer aux tanks et aux armes sophistiquées de l'armée régulière déployée auprès des forces de police ? L'armée syrienne est l'une des plus fortes de la région, au point que la toute puissante armée israélienne évite l'affrontement avec elle. S'attaquer à une telle armée, en provoquant la mort de soldats réguliers et la

destruction de son matériel militaire, suppose que les assaillants disposent d'armes et de moyens assez puissants. L'observation de phénomènes similaires dans d'autres pays arabes démontre une machination visant la dislocation de l'unité nationale de ces pays, à l'instar de l'Irak ou de la Libye. En s'appuyant sur la démocratie, faisant d'elle le synonyme de la liberté, on ouvre la voie à une pléthore de partis politiques et des mouvements, notamment islamistes, mettant en cause les modèles nationalistes au profit de théocraties fanatiques.

## Démocratie contre nationalisme

Le régime nationaliste syrien du parti Baath, qui est d'inspiration maurrassienne, comme le démontre Charles Saint-Prot dans son ouvrage *Le Nationalisme arabe - Alternative à l'intégrisme* en consacrant une partie à Michel Aflaq, l'un de ses fondateurs, a constitué un rempart contre le fondamentalisme religieux. Il a permis à toutes les communautés syriennes (chré-

tiens, sunnites, alaouites, kurdes, druzes et juifs) de coexister. Certes, on peut reprocher un certain despotisme à l'ancien président Hafez el-Assad, mais son fils, Bachar, proposé par le Parlement syrien comme candidat à la succession de son père le 10 juin 2000, n'a fait que moderniser le pays et le sauvegarder malgré différentes crises économiques et sociales dans une région en ébullition. Son accession au pouvoir et son exercice de celui-ci ne dénotent aucun comportement dictatorial. À l'instar de tout responsable politique, il tente de mettre un terme à des émeutes et de préserver sa nation d'une guerre civile. En effet, la chute du modèle national syrien entraînerait la région dans un cycle de violence interminable entre les différentes communautés, de l'Irak au Liban en passant par la Jordanie et la Palestine, sans épargner la sécurité de l'État hébreu. Au nom de la démocratie, peut-on sacrifier la stabilité de cette région, en particulier de la Syrie et du Liban qui ont des liens historiques et sécuritaires avec la France ? ■

Élie Hatem

□ CHARLES SAINT-PROT

## L'unité yéménite en péril

Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, revient sur l'histoire du Yémen et pointe un risque majeur pour la stabilité régionale, agitant le spectre d'une nouvelle Somalie.



La porte Bab Al Yemen à Sanaa

□ *L'Action Française 2000* - Comment peut-on décrire la situation du Yémen ?

□ Charles Saint-Prot - Il faut d'abord rappeler que nous sommes dans l'une des plus vieilles nations du monde. Sans remonter à la prestigieuse civilisation antique de Saba, le Yémen est organisé en État-nation depuis la fin du IX<sup>e</sup> siècle, quand un descendant de l'imam Zaïd, lui-même arrière-petit fils du calife Ali, fonda un État dans la région montagneuse de Saada. Cette dynastie a gouverné jusqu'à la chute de la monarchie en 1962. Il est remarquable que les zaïdites constituent un groupe modéré du chiisme, réputé plus proche du sunnisme orthodoxe et assez différent du chiisme schismatique iranien ; le zaïdisme a d'ailleurs fait bon ménage avec le sunnisme auquel se rattachent plus de la moitié des Yéménites, notamment dans les plaines et sur les côtes.

À partir de la révolution de 1962, le pays est entré dans une longue guerre civile opposant les royalistes et les républicains. La guerre n'a pris fin qu'en 1969, mais les tribus royalistes n'ont jamais vraiment admis leur défaite. Par ailleurs, le Sud était séparé du reste du pays depuis la colonisation britannique d'Aden en 1839. En 1967, les Britanniques ont quitté la région d'Aden en favorisant la constitution d'une République démocratique et populaire du Yémen qui sera le seul État communiste du monde arabe, avec un régime totalitaire détruisant l'identité culturelle et religieuse de la population et ruinant le pays.

□ En 1990, le Yémen s'est réuni mais que penser de la solidité de cette réunification au regard des revendications séparatistes qui se manifestent aujourd'hui au sud du pays ?

□ Avec la chute du bloc soviétique, le régime du sud-Yémen était privé de tout soutien et la situation socio-économique se détériora encore plus. C'est dans ce contexte que la réunification a été arrachée par le président Ali Abdallah Saleh, grâce au soutien du président irakien Saddam Hussein qui, en tant que baasiste (nationaliste arabe), était favorable à tout ce qui pouvait favoriser l'unification des rangs arabes. Mais cette unification ne faisait pas le jeu de certaines forces régionales ou internationales. Le roi Fahd d'Arabie saoudite ne voulait pas d'un Yémen unifié pouvant concurrencer l'hégémonie de son pays sur la péninsule ; Israël et les États-Unis sont hostiles à tout ce qui peut renforcer le monde arabe...

□ Les événements passés expliquent-ils les troubles actuels ?

□ En grande partie. D'abord la réunification n'a jamais été très assurée. En 1994, un mouvement de sécession des socialo-communistes sudistes - soutenu par les États-Unis et l'Arabie saoudite ! - a conduit à une nouvelle guerre civile qui a vu la victoire des unionistes du président Saleh. Le séparatisme reste vivace à Aden. Il a profité de l'affaiblissement du pouvoir central depuis quelques mois. Ensuite, l'ancienne rancune des tribus royalistes et zaïdites du

Nord a été alimentée par des errements du régime de Sanaa laissant penser aux populations concernées qu'elles étaient tenues à l'écart, et peut-être par des interventions étrangères. À côté du vieux parti imamiste (royaliste) al Haq, se sont créés des groupes insurrectionnels comme celui de Hussein al-Houthi qui a pris de l'ampleur à partir de 2004. Selon les autorités de Sanaa, les "houthistes" sont aidés par l'Iran et participent, comme le Hezbollah libanais ou les gens mis en place à Bagdad, au développement d'un axe chiïte au Proche-Orient. Pour ne rien arranger, les extrémistes religieux sont également actifs, y compris des groupes de la nébuleuse al Qaïda. *Last but not least*, le tribalisme (plusieurs dizaines de tribus) est l'un des fléaux du pays car il sape le peu d'autorité du pouvoir central en même temps qu'il entretient des pratiques hostiles à toute évolution moderne, notamment pour ce qui concerne la condition des femmes. C'est en partie la raison qui a conduit le cheikh al-Ahmar, dirigeant d'un parti religieux (Islah) du type des Frères musulmans et chef de la confédération des Hachid, à rompre avec le président Saleh accusé de privilégier sa tribu (les Afaach). Si l'on ajoute à tout cela le fait que le pays est très pauvre et la démographie galopante (la population double tous les vingt-cinq ans), on comprend que les choses sont plus compliquées que pourraient le laisser croire les commentaires évoquant une sorte de mouvement spontané de jeunes pour la démocratie.

□ La situation n'est donc pas comparable au "printemps arabe" de Tunisie ou d'Égypte ?

□ Le slogan de "printemps arabe" recouvre des réalités très différentes selon les pays. S'il y a eu ici ou là une part de spontanéité due à l'épuisement de régimes dictatoriaux à bout de souffle, on ne peut nier les manipulations étrangères, notamment américaines via certaines fondations qui ont formé les activistes des réseaux sur Internet. En tout cas, au Yémen, la situation est particulière. Après tout, ce ne sont pas de jeunes idéalistes pacifiques qui, le 3 juin, ont bombardé à l'arme lourde le palais présidentiel, blessant grièvement le président Saleh. Il est clair qu'il n'y a pas d'un côté un méchant dictateur et de l'autre de braves démocrates, nous sommes dans un contexte de guerre civile avec une partie de la population soutenant le président Saleh et son parti, le Congrès général du peuple.



Charles Saint-Prot

□ La situation n'est donc pas comparable au "printemps arabe" de Tunisie ou d'Égypte ?

□ Le slogan de "printemps arabe" recouvre des réalités très différentes selon les pays. S'il y a eu ici ou là une part de spontanéité due à l'épuisement de régimes dictatoriaux à bout de souffle, on ne peut nier les manipulations étrangères, notamment américaines via certaines fondations qui ont formé les activistes des réseaux sur Internet. En tout cas, au Yémen, la situation est particulière. Après tout, ce ne sont pas de jeunes idéalistes pacifiques qui, le 3 juin, ont bombardé à l'arme lourde le palais présidentiel, blessant grièvement le président Saleh. Il est clair qu'il n'y a pas d'un côté un méchant dictateur et de l'autre de braves démocrates, nous sommes dans un contexte de guerre civile avec une partie de la population soutenant le président Saleh et son parti, le Congrès général du peuple.

□ Quels sont les risques pour l'avenir ?

□ Sous l'influence de Riyad, les pays du Conseil de coopération du Golfe arabe déploient des efforts pour trouver une solution. Hélas, le chaos généralisé est dans l'intérêt de nombreux acteurs directs ou indirects, les séparatistes sudistes, les rebelles "houthistes", l'Iran, Israël, etc. Jusqu'à présent, l'État était faible mais il y a toujours eu une nation yéménite, aujourd'hui c'est l'existence de cette nation qui est en jeu. En effet, outre le fait qu'elles ne mettront évidemment pas fin à une corruption structurelle et à la pauvreté, les diverses factions d'opposition n'ont rien en commun et l'on pourrait voir le Yémen éclater en trois ou quatre entités, sans compter les zones de non-droit livrées aux groupes terroristes. L'unité du Yémen est en péril et avec elle la stabilité de la région, la péninsule arabe et la zone du détroit de Bab el Mandeb par où transite une partie du pétrole du Golfe arabe. Si le régime du président Saleh tombe, le risque est que le pays devienne une nouvelle Somalie. Une fois de plus, il est démontré que sans un État fort, garant du bien commun, un pays est livré au jeu des factions conduisant inexorablement aux pires aventures. ■

Propos recueillis par François Marcilhac

AFGHANISTAN

## Cuisine électorale

LE CHEF DE L'ÉTAT a-t-il ouvert la boîte de Pandore en annonçant un retrait progressif des troupes françaises déployées en Afghanistan ? Décalquant sur son propre calendrier les calculs électoraux du président américain, Nicolas Sarkozy a peut-être voulu aller au-devant des pressions de l'opposition. En réponse, celle-ci verse dans la surenchère à l'approche de la primaire socialiste.

Tandis que l'Élysée fixe l'échéance à 2014, François Hollande a promis que, s'il était élu à la présidence de la République en mai 2012, il n'y aurait « plus un seul soldat français en Afghanistan » tout juste un an plus tard. Prenant la balle au bond, Martine Aubry table sur un retrait « fin 2012 au plus tard ». Notre confrère Philippe Champleau, qui rapporte ces propos sur son blog *Lignes de défense*, raille « la course à l'échalote ».

Il s'interroge, en outre, sur l'adaptation des conditions d'intervention annoncée par le président de la République. Il pointe un effet d'annonce : « Pour Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques, l'objectif du pouvoir français est de "rassurer l'opinion publique et notamment les familles des soldats". Une idée partagée par Richard Labévière, interrogé par l'AFP : "Dire qu'on va prendre des mesures pour sécuriser davantage, c'est de la communication, sur le plan opérationnel ça ne veut pas dire grand-chose." »

Notre confrère écrit en conclusion : « Quand les militaires s'offusquent que les médias parlent de "victimes", ils n'ont pas tout à fait tort. Pour eux, être une victime, c'est être "passif". Pour eux, parler de "victime", c'est méconnaître l'essence même de l'engagement militaire qui est un affrontement armé où le concept de "zéro mort" relève du grand Guignol. La mort d'un soldat est toujours scandaleuse. [...] Pour le politique, qui a pris la décision d'envoyer des hommes à la guerre, le temps des doutes et des tergiversations n'est plus de mise une fois que ses soldats sont "en guerre". Il faut assumer. Campagne présidentielle ou pas, il y a des réalités qu'un pays qui envoie ses soldats se battre doit accepter de vivre et de dire : l'ennemi est meurtrier et la guerre meurtrière. » Quoi qu'on pense de l'engagement en Afghanistan, force est de constater que la République peine à l'assumer. □ G.D.

□ FESTIVAL

## Parcours en Avignon

Entre autres découvertes : une cascade de sons mélodieux à la chapelle de l'Oratoire, Shakespeare au Petit Louvre, Sophia Aram et sa crise de foi, un Sherlock Holmes revisité aux Trois Soleils...

Faire le "bon choix", conseillait Valéry Giscard d'Estaing, la bouche arrondie en c... de poule. Il est bien difficile pour le festivalier d'Avignon de suivre ce conseil judicieux. Plus de mille deux cents spectacles s'offrent à lui dans le *off*, sans parler de ceux retenus dans le *in*. Avignon, comme chaque année, devient un supermarché de la culture, une grande surface où les troupes et les compagnies se partagent l'espace.

### La rue offre un vrai spectacle

Pour allécher le chaland, les spectacles sont annoncés par des parades déambulant dans les rues de la ville. On croise des pénitents annonçant les foudres de la Sainte-Inquisition, suivis par une troupe de Chinois dansant au son des tambourins. Tout cela sous le regard du sosie immobile d'un Charlie Chaplin emplâtré. Le premier spectacle d'Avignon, offert à tous et gratuitement, c'est celui de la rue. Reste ensuite à composer son agenda. Les commentaires se font pressants. Vous discutez, argumentez, résistez et succombez. Votre menu est composé. Voici le mien. Un peu fortuitement, il s'ouvrit sur un air de Hang. Vous connaissez ? Moi non plus. Au vu de l'appellation, on pourrait croire à un instrument venu des lamaserias tibétains. Erreur. Il a huit ans d'âge et on le doit à l'imagination d'un couple bernois. Imaginez deux boucliers tels que les brandissaient les milices du Moyen Âge. Soudez-les l'un sur l'autre et vous aurez le hang. Ce qui, en switzerdutch, un dialecte alémanique, signifie *Hand*, la main. Francesco Agnello,



à la chapelle de l'Oratoire, a surtirer de l'airain une cascade de sons mélodieux, harmonieux. Un instrument nouveau est né.

### Place au verbe

Après avoir laissé parler la musique, place au verbe. En est-il de plus éloquent, de plus baroque aussi et jubilatoire que celui de Shakespeare ? Au Petit Louvre, la troupe Jean-Hervé Appéré en témoigne. *La Nuit des rois* montre que la *commedia dell'arte* n'est pas l'apanage des Italiens. Un numéro de jonglerie étourdissant avive encore l'intérêt d'un spec-

tacle bien servi par les comédiens qui l'illustrent. Les mots ? Ils sont de toutes natures, divers, multiples. Ils épousent les sentiments, séduisent ou heurtent. Sophia Aram se moque des religions dans *Crise de foi* au théâtre des Béliers. Son spectacle, avertit-elle, ne déplaîra qu'à ceux qui mettent leur foi au-dessus de l'humour. Certes, mais c'est un peu facile. Du talent, une distribution équidistante des moqueries adressées à l'islam, au judaïsme et au christianisme, mais le bon goût n'est pas toujours au rendez-vous... Les mots encore avec Lauréline Kuntz, *Miss Crise*

au Petit Louvre. Jongleries, cascades de mots. Ceux des cités et ceux d'une grand-mère alsacienne à l'accent savoureux reproduit avec tendresse - Lauréline est strabourgeoise. Les mots, toujours et encore, avec ceux de Bertrand Russel interprétés au théâtre des Doms par le Belge Dominique Rongvaux dans *L'Éloge de l'oisiveté*. Son long monologue philosophique, politique, humoristique suscite le dialogue et fait recette. Les Doms, théâtre de la communauté française de Belgique en Avignon, sont réputés pour leur programmation. Les fausses notes sont rarissimes. Il en est une dont Guy Béart fait les frais. Une ballade "écologique" dans les rues d'Avignon sur le thème "trop de Guy Béart tue Guy Béart". Au second degré. Le malheur, c'est que cela tue au premier degré. Indigent. Par contre, *Madame Bovary*, dont l'écriture est retranscrite par un théâtre d'objets. La comédienne agence avec finesse des figurines retraçant l'histoire tragique de l'héroïne de Flaubert. Original et très applaudi.

### Mention spéciale

Deux mentions particulières pour conclure et louer des spectacles bien différents. Le premier dans le *off*, le second dans le *in*. Aux Trois Soleils, les amoureux de Sherlock Holmes auront goûté *L'Extravagant Mystère Holmes*. Une parodie qui a le mérite de ne pas dénaturer l'esprit de Conan Doyle. Les comédiens sont excellents, le spectacle enlevé et les spectateurs transportés. Enfin, dans le *in* et le cadre impressionnant de la carrière de Boulbon. Tous les gradins sont occupés pour faire un triomphe au suicide de Nicolai Erdman. C'est Patrick Pineau qui a ressuscité ce texte écrit en 1928 et jamais joué en Union soviétique. L'auteur eut de la chance de ne pas terminer au goulag. Sa farce est désopilante mais surtout ravageuse pour la société soviétique. C'est drôle, c'est russe, c'est universel. Un beau point d'orgue pour cet agenda avignonnais. ■

Charles-Henri Brignac

### LIVRES

## La France en l'an 2101

Une série de nouvelles dénonce le conformisme et la tyrannie sournoise.

IL Y A DIX ANS, Gérard de Senneville publiait un recueil de nouvelles inauguré par un conte philosophique à la Montesquieu : en 2101, Omar, fils du puissant émir Alala, décide de parfaire sa culture en allant étudier à la Sorbonne. Hélas, la France dans laquelle débarque l'innocent Bédouin ne ressemble en rien à celle de ses rêves : c'est un pays tombé aux mains de puissants féodaux, issus des anciens syndicats, des bandes ethniques, des diverses mafias qui ont depuis longtemps mis en coupe réglé un État à l'agonie. D'abord victime du système,

Omar décide bientôt d'en profiter à son tour... Aujourd'hui, Omar revient. Ayant admirablement saisi les ficelles du système, il a fait fortune avec un tel talent et si peu de scrupules que le diable, admiratif, lui offre un aller-retour en enfer pour découvrir de près les rouages de la machine qui a vidé la France de son âme et sa substance. Mais, confronté aux démons de l'Éducation nationale, de la pensée unique, de la vulgarité triomphante, des nouvelles technologies abêtissantes, Omar, les yeux dessillés, se met à cogiter : dernière chose que désirait le Malin ! Cette longue nouvelle, émaillée de formules choc et d'une grande intelligence, donne le ton d'un recueil qui, comme le premier, dénonce conformisme, sottise ambiante, tyrannie sournoise. Senneville épingle pêle-mêle, toujours avec talent, énergie, humour, l'art contemporain, le tri sélectif, la



téléphonie mobile, les élus locaux, l'écologie et ceux qui s'en servent, les politiques d'assistantat et les candidats survoltés. On y croise des ferrailleurs qui volent sans s'en apercevoir des sculptures d'avant-garde, un facétieux saint Pétrin décidé à corriger les mauvaises mœurs de sa paroisse, un mystérieux Front de libération de la nation creusoise, un maître Cornille plus malin et moins touchant que celui de Daudet.

Réussite si pleine de charme, de drôlerie et de profondeur, que l'on regrette, la chose est rare, de finir si vite ce trop petit livre, moins pessimiste que l'était son prédécesseur, qui écorchait avec une certaine désespérance les signes de décadence d'une société à bout de souffle promise à disparaître sans guère laisser de traces, acharnée à détruire son patrimoine et effacer son passé, obsédée par l'argent, la mondialisation, le politiquement correct, en pleine folie écologiste et toujours à la recherche de coupables destinés à lui éviter d'affronter ses propres responsabilités. ■

Anne Bernet

✓ Gérard de Senneville, *Le Merveilleux voyage en France d'Omar Ben Alala et Le Voyage en enfer d'Omar Ben Alala et autres contes du futur*, Fallois, 190 et 142 pages, 15 et 16 euros.

### LIVRES

## Un royaume miniature

Pourquoi, en ce cent cinquantième de l'unité italienne, ne pas relire *La Chartreuse de Parme*, chef d'œuvre du roman qui se rit de toutes les conventions du romanesque sans pourtant renoncer à les utiliser, quitte à les dévoyer ?

DANS LA DERNIÈRE œuvre qu'il daigna terminer, celui qui fit mentionner sur sa tombe cette unique qualité : « *Milaneuse* », a donné la quintessence de sa connaissance de l'italianité, en même temps qu'un plaidoyer, riche en paradoxes et ambivalences, en faveur de l'unité italienne. Qu'est-ce que la *Chartreuse* ? L'histoire de la duchesse Sanseverina, que la commentatrice qualifie abusivement de « *courtisane* », usant de sa beauté et son charme pour assurer sa place dans le monde ? Celle de son neveu, Fabrice, qu'elle aime d'un amour impossible, si ce n'est contre-nature ? Celle des amours pures et scandaleuses de Monsignore del Dongo, promis à l'évêché parmesan, pour la délicieuse Clélia Conti, fille de son geôlier ? Celle de la carrière du comte Mosca ?

Sans doute, mais, plus encore, la mise à nu minutieuse, à peine caricaturale, du système de ce royaume miniature sur lequel règne un prince qui possède des qualités, mais n'a point su s'en servir et s'est condamné à vivre enfermé dans sa peur, coupé de son peuple, à régner par la terreur, jusqu'à devenir un despote terrifiant mais ridicule ; l'exposition des gènes, des empêchements multipliés aux libertés individuelles engendrés par le morcellement d'une Italie qui, sous Napoléon, s'était prise à rêver, et retombe, en ces années 1820, dans un quotidien dépassé, par son aspect vieillot, d'emblée invivable. C'est cette fidélité à un temps suranné qui scandalise Stendhal, démocrate prétendu, aristocrate en toutes les fibres de son être, plus qu'un système qu'il ne dénonce pas pour le plaisir de le dénoncer, car la *Chartreuse* n'est ni républicaine, ni anticatholique. Si Stendhal travaille à détruire un système déjà sapé de toutes parts, c'est par le rire tonitruant qui secoue périodiquement ses héros, et se transmet à ses lecteurs qu'il le fait. Heureuse époque où le ridicule, en politique, pouvait encore tuer... □ A.B.

✓ Stendhal, *La Chartreuse de Parme*, Garnier Flammarion, 685 p., 4,50 euros

## LIVRES

# Complots séculaires

Rien de plus étonnant que le succès persistant de fictions ayant en commun des conspirations machiavéliques imaginées au plus haut niveau, perpétuées depuis des siècles.. Ces livres révèlent méfiance envers les pouvoirs établis, et crédulité totale des lecteurs. Cocktail dangereux ...

La *Cène secrète* de Javier Sierra est un archétype du genre. S'y mêlent avec habileté les ingrédients qui assurèrent la notoriété du *Nom de la Rose* d'Umberto Eco et du *Da Vinci Code* de Dan Brown. À savoir une quête ésotérique dans un monastère où sont dissimulées les clefs d'une sagesse cachée, bien entendu supérieure aux vérités catholiques et dont les disciples sont persécutés par l'Église car ils la savent usurpatrice et obstinée à dénaturer le message christique. Thème tellement éculé qu'il ne devrait plus séduire personne et pourtant, il suffit de varier le cadre et l'époque, en conservant quelques noms et idées, pour piper les naïfs.

## Vinci hérétique

Ici, nous sommes à Milan en 1497, chez les dominicains de Santa Maria delle Grazie, vivement inquiets de la façon dont Vinci peint, dans leur réfectoire, sa fresque de la Cène. L'image sent l'hérésie, et pas n'importe laquelle : le catharisme. Avertie par un mystérieux correspondant amateur d'énigmes, Rome expédie à Milan Père Agustin, inquisiteur des plus subtils. Sans imaginer que l'enquêteur, avançant dans la compréhension de l'œuvre, adhérerait à son enseignement. Partant des questions que pose la fameuse fresque, Sierra convainc un lectorat ignare, hostile au catholicisme par réflexe pavlovien, du sens gnostique et de la sagesse cathare, présentant ces dualistes comme les seuls véritables chrétiens. Cela fonctionne, de façon vertigineuse : pas moins de vingt-quatre traductions de ce brûlot contre la foi de Rome...

Qui veut la peau de Buonaparte ? Au soir du 24 décembre 1800, le Premier Consul, échappé par miracle à l'attentat qui devait le tuer alors qu'il se rendait à l'Opéra, n'a aucun doute sur l'identité des coupables : "la queue de Robespierre", désireuse d'empêcher sa politique de réconciliation nationale. Fou de rage, le Corse veut frapper fort et déclenche une rafle impitoyable dans les milieux d'extrême gauche. Au grand dam de Fouché, très compromis avec ces gens et d'autant plus certain de leur innocence, au moins dans cette affaire. Ses propres soupçons se portent sur les royalistes.

Que Laurent Joffrin, ancien directeur de *Libération*, se penche sur *L'Énigme de la rue Saint-Nicaise* et en fasse le point de départ d'une série d'aventures policières historiques, genre à la mode, n'était pas une mauvaise chose. La personnalité de son héros, le ténébreux Donatien Lachance, bâtard de seigneur empli de haine contre ses origines, jeté



à corps perdu dans la Révolution jusqu'à devenir assistant de Carrier puis massacreur des Colonnes infernales mais obsédé de remords, était intéressante. Comme l'arrivisme qui pousse cet ancien républicain fanatique à se donner à Bonaparte dans la certitude d'assurer sa carrière. Le nœud de l'intrigue - la nécessité d'arrêter son meilleur ami, demeuré fidèle à leurs idéaux de jeunesse, l'intervention d'Olympe, leur amour commun, prête à tout pour sauver l'innocent -, en confrontant Lachance à ses contradictions intimes, ses reniements profitables, par sa densité psychologique, offre des dilemmes excellents pour le suspense.

## Un autre Joffrin

Tout cela aurait fait passer sur les partis pris prévisibles - gentils républicains qui, quoiqu'ils aient commis d'horrible, luttaient avec grandeur contre de très méchants, sanguinaires, abominables royalistes - si Joffrin avait tenté le moindre effort pour donner une épaisseur historique à son récit. Impliquer Cadoudal, le peindre sous un jour monstrueux mensonger, c'est un choix partisan, mais pourquoi accumuler tant d'erreurs ? Joffrin ignore tout de la royauté, du catholicisme, de la contre-révolution, de la chouannerie ; lance des noms au hasard, quitte à se tromper, des dates, souvent fausses, brode autour avec un métier qui donne de la couleur à son récit. Peu importe que la bâtardise n'ait pas été sous l'An-

cién Régime la tare qu'elle devint ensuite ; que les maristes eussent été fondés sous la Restauration ; que les jésuites n'eussent pas élevé les filles ; que le personnage d'Olympe soit inconcevable, en raison de la frénétique misogynie du Comité de salut public et de ses envoyés... Qui relèvera ces absurdités ? Joffrin déteste ce qu'il ne connaît pas et le donne à détester à d'autres, mais une détestation mieux fondée eût été cent fois plus stimulante.

## Un jésuite défroqué

2004, Londres, tribunal d'Old Bailey : le jury acquitte trois terroristes supposés, soupçonnés d'avoir acheté du gaz Sarin en vue d'un attentat. Dénouement inattendu provoqué par la personnalité charismatique d'un des accusés, Juan Uruarte, jésuite défroqué engagé un temps dans la lutte armée en Amérique du Sud, pour l'heure responsable d'une association caritative au Darfour. Personne ne croit Uruarte, homme d'honneur et de conviction, animé d'une foi toute personnelle mais incontestable en un Dieu de bonté et de justice, capable d'un acte aussi lâche. Personne, sauf un jeune agent du MI6 convaincu des intentions criminelles du prévenu. Mais qui Uruarte entendait-il frapper, et peut-on encore l'empêcher d'agir ? Pourquoi s'attarde-t-il à Rome à l'heure où agonise Jean-Paul II, pontife qu'il ne s'est jamais caché de mépriser pour ses prises de position « réactionnaires » ? Piers Paul Read a du

succès outre-Manche où ses livres sont adaptés à la télévision. C'est sans doute afin de gagner du temps qu'il les écrit sous forme de scénarios prêts à l'emploi, plan par plan, avec description succincte des gestes, vêtements, expressions censées traduire les états d'âme de ses personnages, mais ce langage cinématographique passe mal et gêne l'intrigue de cette *Mort d'un pape* dont il est difficile de saisir les intentions contradictoires : Read dénonce-t-il les dérives d'une interprétation marxiste des évangiles ? La morale traditionnelle de l'Église, l'élection de Benoît XVI ? Renvoie-t-il les uns et les autres dos à dos ? Impossible à dire ! Reste une image sombre du catholicisme actuel, du moins en Grande-Bretagne.

## Potion magique

Alors qu'il assiste à une soirée à l'ambassade de France à Rome, le commissaire Marcas, franc-maçon de haut grade, est appelé dans les étages où l'on vient de découvrir une invitée assassinée d'étrange façon. Pour Marcas, aucun doute : la victime était "une sœur", on lui a infligé "la mort d'Hiram", reconstitution symbolique du trépas de l'architecte du Temple de Jérusalem fondateur de la maçonnerie. La sinistre secte de Thulé a encore frappé ! Résurgence du nazisme, elle considère les fils de la veuve comme ses principaux adversaires et s'acharne à les détruire. Mais cette fois, le temps presse car Thulé est sur le point

de s'emparer du breuvage du rituel de l'Ombre, potion magique oubliée susceptible de transformer en dieux ceux qui la boivent... *Le Rituel de l'ombre* d'Éric Giacometti et Jacques Ravenne est un roman extrêmement violent mais bien documenté, ce qui n'a rien d'étonnant, l'un des auteurs étant notoirement franc-maçon et, de bout en bout, une apologie des Loges et une charge contre les forces obscurantistes opposées aux lumières qu'elles possèdent. Vous avez dit complot ?

21 décembre 2012 : cette date vous évoque-t-elle quelque chose ? C'est celle attribuée, prétend-on, par le calendrier maya, sinon à la fin du monde, du moins à la fin d'un cycle de l'histoire de l'humanité, cycle qui correspond pour partie, ainsi que vous l'avez deviné, à l'ère chrétienne, ses dogmes, ses interdits qui ont asservi les hommes depuis tant de siècles. Un monde nouveau va naître, libre, heureux, directement branché sur le grand tout cosmique ! Mais oui... Une condition, toutefois, à ce changement merveilleux, faute de quoi la catastrophe serait inévitable : réussir avant la date fatidique le "branchement" de treize mystérieux crânes de cristal répartis à travers le monde et qui permettront aux initiés de se connecter sur une antique base de données sans laquelle la mutation s'avèrerait irréalisable.

## Crânes de cristal

Aurélien Hustin de Gubernatis avait déjà publié voici deux ans *Le Gardien du crâne de cristal* qui racontait la métamorphose d'un jeune avocat haïssable en grand éveillé et futur grand éveillé. Elle récidive avec *2012 - Les Gardiens du temps*, où l'on retrouve son héros, l'insupportable Garence, maintenant flanqué de douze autres possesseurs de crânes. Réunis pour ce qui devait être une simple expérience, ils se retrouvent propulsés dans un monde terrifiant : le désastre a-t-il eu lieu et en sont-ils les uniques rescapés, ou est-ce un ultime avertissement ? Mieux écrit que le précédent, habilement conduit dans les premiers chapitres, ce roman cesse de retenir quand l'expérience dérape en initiation collective à une sagesse héritée de l'Atlantide. Tant qu'à faire... Avec la meilleure volonté du monde, impossible d'y croire. À la différence de tous les illuminés qui commencent le compte à rebours vers le fatidique solstice d'hiver 2012 en tremblant d'angoisse. En attendant la fin du monde, cherchez-vous autre chose à lire pendant vos vacances ! ■

Anne Bernet

- ✓ Javier Sierra, *La Cène secrète*, Plon, 365 p., 21 €.
- ✓ Laurent Joffrin, *L'Énigme de la rue Saint-Nicaise*, Laffont, 355 p., 20 €.
- ✓ Piers Paul Read, *La Mort d'un pape*, Salvator, 310 p., 20 €.
- ✓ Éric Giacometti et Jacques Ravenne, *Le Rituel de l'ombre*, Presses Pocket, 525 p., 7,40 €.
- ✓ Aurélien Hustin de Gubernatis, *2012 - Les Gardiens du temps*, Plon, 395 p., 21,90 €.

□ OTTO DE HABSBOURG

# Un grand prince d'Occident

Un figure historique vient de s'éteindre. Retour sur la vie de l'archiduc Otto de Habsbourg-Lorraine, de l'exil au Parlement européen, où ses positions, quoique controversées, semblaient inspirées par la doctrine sociale de l'Église.

L'archiduc Otto de Habsbourg-Lorraine est décédé à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans ce lundi 4 juillet à son domicile de Pöcking en Bavière. Nous n'évoquerons pas ici son ancêtre l'empereur Charles-Quint, auquel il a consacré un ouvrage très éclairant (éd. Hachette, 1967) et qui fut au XVI<sup>e</sup> siècle l'adversaire impitoyable du roi de France, François 1<sup>er</sup>, dont il voulait enserrer le royaume dans la tenaille austro-espagnole. Les temps ont, depuis lors, bien changé. Nous ne nous permettrons pas non plus de reprocher à ce prince d'avoir, au moment de la mort de sa mère l'impératrice Zita en 1989, laissé échapper l'occasion de recueillir la couronne de Hongrie, souhaitant, comme certains l'ont dit, un destin plus largement européen...

## Un immense héritage

N'allons pas chercher *post mortem* de mauvaises querelles à ce grand prince d'Occident, dont le père, Charles 1<sup>er</sup>, le dernier empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie et roi de Bohême, a été solennellement béatifié en 2004 par le pape Jean-Paul II. Otto, né le 20 novembre 1912, avait connu les derniers fastes de Vienne au temps de l'empereur François-Joseph, il était ainsi le lien entre l'Europe d'hier et celle d'aujourd'hui, et l'un de ces hommes dont l'expérience était la plus extraordinairement bénéfique pour le continent. Il unissait en lui le sang des Habsbourg, donc celui de notre reine martyre Marie-Antoinette, et celui des Bourbons car sa mère née Zita de Bourbon Parme, décédée en 1989, dix-septième enfant de Robert, duc de Parme destitué par l'unité italienne, descendait du roi de France Charles X et, par sa grand-mère Louise de France, était la nièce d'Henri V comte de Chambord.

Charles et Zita constituaient un couple heureux et effacé, jusqu'à ce que l'assassinat de l'oncle de Charles, l'archiduc François-Ferdinand, à Sarajevo, le 28 juin 1914, mit le feu à toute l'Europe et fit d'eux les héritiers directs de François-Joseph. Puis la mort de François-Joseph lui-même, en novembre 1916, les porta sur le trône impérial en pleine guerre, et l'on se souvint longtemps du petit Otto marchant entre ses parents le jour des obsèques impériales (30 novembre 1916). L'avenir de cet enfant ne promettait pas d'être facile...

On sait combien le nouvel empereur, tout pénétré de foi, de charité et de paix chrétienne, s'activa avec ses beaux-frères Sixte et Xavier de Bourbon Parme, pour trouver dès 1916 les conditions d'une paix séparée entre l'Autriche



L'archiduc Otto de Habsbourg-Lorraine dans son cercueil recouvert de l'étendard des Habsburg, à Pöcking

et la France, qui eût épargné deux années de sauvage hécatombe, mais dont la classe politique française, maçonnique et qui avait juré la mort de l'empire chrétien, ne voulut pas.

## Une famille errante

La fin de la guerre devait voir l'éclatement de cet empire. Malgré des tentatives de reprendre le pouvoir au moins en Hongrie, Charles et Zita furent déçus de leurs prérogatives et durent avec leurs sept enfants, dont Otto âgé de neuf ans, s'exiler dans l'île de Madère. Mais l'empereur, alors âgé de trente-quatre ans et épuisé par toutes ces tensions, mourut entouré des siens le 1<sup>er</sup> avril 1922. Sa veuve âgée de vingt-neuf ans et enceinte de son huitième enfant fit face à l'adversité avec un courage admirable. Puis la famille s'installa en Espagne et en Belgique où Otto, jeune prince parlant toutes les langues européennes, put suivre des cours de sciences sociales et politiques et obtenir un diplôme à l'université catholique de Louvain. La Deuxième Guerre mondiale et son opposition farouche au nazisme le contraignirent à s'exiler de nouveau, aux États-Unis cette fois.

Puis il revint vivre tantôt en France, tantôt en Bavière, jusqu'à son mariage le 10 mai 1951 avec la princesse Regina de Saxe-Meiningen, dans la belle ville de Nancy, capitale des ducs de Lorraine dont il portait le titre, descendant de François de Lorraine, époux de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche. De son mariage avec la princesse Regina, Otto devait avoir sept enfants.

## Politique sociale

Ayant renoncé en 1961 au trône impérial d'Autriche il prit la nationalité allemande et fut élu au Parlement européen en tant que député allemand (Bavière) du parti de la CDU-CSU démocrate chrétienne ; en tant que doyen d'âge, il eut à présider entre 1979 et 1999 plusieurs séances du parlement de Strasbourg. Ses activités européennes l'accaparèrent un certain temps et l'on peut ne pas le suivre en tout ce qu'il dit ou entreprit alors en faveur de la construction européenne à laquelle, en tant que membre de la Ligue anticommuniste mondiale et président de l'Union paneuropéenne Internationale, il croyait ferme, sans toutefois en dresser un plan idéologique et tout prêt.

Son information à caractère universel et son réalisme lui permettaient de dresser une image juste et précise de l'Europe et de ses besoins et de replacer les problèmes du continent dans la perspective de l'évolution du monde entier. Il se dressait contre l'idée que l'Europe serait définitivement condamnée, qu'elle n'aurait rien à apporter aux temps nouveaux. Il ne croyait pas (et il avait raison) que l'Europe subsisterait dans sa forme injuste, héritée de Yalta, et divisée en deux par l'idéologie ; il voulait des réformes sociales audacieuses qui permettent d'arracher au communisme le masque d'une révolution bien-faisante.

## Esprit chrétien

Dans un beau livre consacré en 1959 au prince Otto, Marie-Madeleine Martin citait des propos de lui qui ne sont en rien démodés : « *Ce qu'il nous faut c'est une réforme de la mentalité sociale, c'est une attitude nouvelle de toute la population. Et celle-ci ne peut être obtenue que par un renouveau de l'esprit chrétien, par une compréhension véritable des droits et des devoirs de chacun. Le droit au travail, le droit à un*

*domicile, le droit de fonder une famille, le droit d'éduquer librement et adéquatement les enfants sont des droits imprescriptibles qui doivent être le fondement de l'ordre social et du programme économique de l'Europe.* » On devine dans ces propos des résonances de la doctrine sociale chrétienne dont son père était imprégné et qui inspira au prince des tournées de conférences, notamment en France.

## Cousin des Capétiens

Otto s'est gardé de tout désir de nivellement des nations. Au contraire, il connaissait trop l'histoire européenne pour faire table rase des identités nationales qui, toutes, doivent avoir leur place. Il n'oubliait jamais qu'il était lui aussi un fils de saint Louis et se montrait fier de ses multiples parentés capétiennes. C'est sans doute ce qui le poussa à fonder un groupe au sein du Parlement européen pour la promotion du français comme langue de référence de l'Europe. Quant au rôle de la France, il lui paraissait primordial comme il ressort d'un appel qu'il lança le 11 janvier 1952 à Paris, que cite Marie-Madeleine Martin : « *Votre pays, votre France est une terre à la tradition glorieuse, pays essentiellement occidental, essentiellement chrétien, patrie d'hommes vraiment libres, qui aujourd'hui croient aux vertus et aux forces de l'homme et ne se soumettent jamais à l'arbitraire... Visez plus haut : regardez au-delà de vos petites difficultés de l'heure, au-delà de vos querelles. Voyez : il y a tout un continent qui attend de vous des paroles, des initiatives dignes de votre sens de la grandeur.* » Et d'évoquer sainte Jeanne d'Arc et son admirable épopée... « *Amis Français, entendrez-vous aujourd'hui l'appel de l'Histoire ? L'Europe vous attend et Dieu le veut !* »

## L'Europe en berne

Un deuil de treize jours a été observé à partir du 5 juillet dans plusieurs pays de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie. Le cercueil de l'archiduc Otto a été recouvert du drapeau des Habsbourg décoré avec les manteaux impériaux et royaux de l'Autriche et de la Hongrie. Cinq messes de *requiem* se sont succédées en Bavière jusqu'au 16 juillet et en Autriche. Dans la cathédrale Saint-Étienne de Vienne, ont eu lieu les obsèques solennelles en présence de multiples personnalités européennes et des représentants des familles royales. La princesse Philomène, duchesse de Vendôme, accompagnée du prince Gaston, représentait la maison de France. Puis un cortège funèbre se déroula à travers la vieille ville de Vienne avant la mise au tombeau de l'archiduc et de son épouse Regina décédée le 3 février 2010, dans la crypte de Capucins. Le lendemain une messe a été célébrée à la basilique Saint-Étienne de Budapest suivie de l'inhumation du cœur de l'archiduc, à l'abbaye bénédictine de Pannonhalma, en Hongrie. ■

Michel Fromentoux

MÉMOIRE

## Philippe Pétain, 60 ans après

Le 23 juillet 1951 s'éteignit le maréchal Pétain. Soixante ans après, les passions continuent d'agiter la mémoire de l'Occupation.

LE 17 JUIN 1940, le maréchal Pétain, président du Conseil, s'adressait aux Français d'une voix brisée pour leur confirmer ce qu'ils savaient déjà. C'était la défaite mais aussi la débâcle d'une grande puissance et l'effondrement d'un régime politique ; c'était enfin le chagrin du « peuple du désastre », comme l'écrivit Henri Amouroux, qui se serrait alors autour du plus glorieux des Français. Le 11 novembre 1940, ce fut une manifestation contre l'occupant qui amena quelque deux mille étudiants et lycéens des Champs-Élysées à l'Arc de Triomphe et l'on y entendait des cris « Vive De Gaulle ».

### Chagrin et colère

Que l'on ne pense pas que ces deux événements furent nécessairement contradictoires, car le chagrin et la colère étaient tous deux le reflet du patriotisme humilié. Au demeurant, il faut replacer ces sentiments dans l'infinie complexité des événements d'alors. Le ministre Paul Baudouin disait ainsi aux représentants des associations d'étudiants après le 11 novembre : « Vous semblez croire que les choses se définissent en blanc et noir. Détroupez-vous, en ce moment même, les Allemands et les Anglais se parlent par l'intermédiaire de Stockholm. Si d'aventure ils se mettent d'accord, c'est évidemment la France qui en ferait les frais. N'ajoutez donc pas aux préoccupations du gouvernement. »

Par ailleurs, s'il faut saluer le mérite et le courage des combattants de la France Libre et des mouvements de résistance (dont l'Organisation de résistance de l'Armée que n'ignorait pas le Maréchal), il faut aussi reconnaître qu'il était plus facile de lancer des anathèmes à partir de la radio de Londres que d'assumer la responsabilité écrasante du Maréchal de faire vivre la France et le peuple français sous une occupation de plus en plus cruelle, de sau-

vegarder l'essentiel, notamment l'Afrique du Nord et la Flotte, au milieu des contraintes quotidiennes et contradictoires des Allemands et des Alliés, sans jamais pouvoir exprimer aux Français ce qu'on pensait et faisait vraiment. Winston Churchill devait dire au colonel Groussard : « Je respecte profondément la personne du maréchal Pétain. Je sais qu'à sa place il serait difficile de faire mieux. Il a à jouer une partie surhumaine, surhumaine vraiment. » Les adversaires de l'armistice eussent-ils préféré que la France et les Français fussent livrés à un "Gauleiter" ?

Lorsque les canons se turent et que les "quarante millions de pétainistes" devinrent "quarante millions de gaullistes", on pouvait espérer que le calvaire du vainqueur de Verdun prendrait fin. Ce ne fut pas le cas car, hélas, la vindicte gaulloise fit traduire le Maréchal devant un tribunal de circonstance qui fit perdurer le calvaire du vieux chef jusqu'à sa mort le 23 juillet 1951. Depuis lors, pleuvent sur lui les injures et les mensonges du politiquement correct et l'actuel président de la République réalisa le tour de force de célébrer la victoire de Verdun sans mentionner le nom de Pétain !

### Douaumont

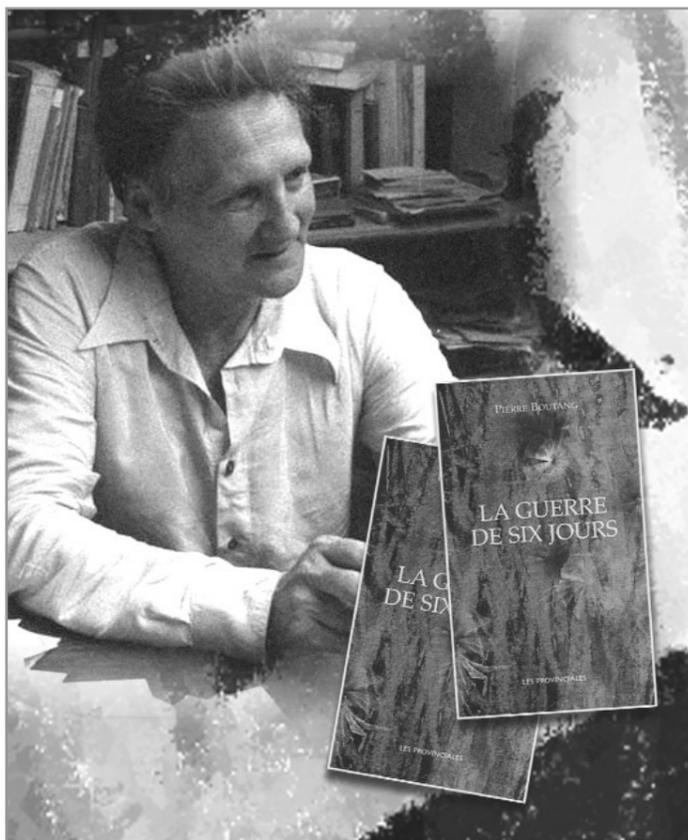
Il nous reste à espérer fermement qu'un jour le mensonge et l'iniquité céderont le pas à la vérité et à la sérénité et que le Maréchal reposera, comme il le souhaitait, à Douaumont, au milieu de ses soldats. Alors on pourra dire, comme le poète grec Callinos : « Mais lorsque le héros a connu la souffrance, / De la foule aux plus grands chacun pleure sur lui, / Sa vie a des honneurs dignes d'un dieu / Car il a fait tout seul le labeur de beaucoup. » □

André Pertuzio

□ LIVRES

## Israël vu par Boutang

Réunis dans un recueil, des articles de Pierre Boutang dessinent une réflexion sur Israël, dont l'appréhension devrait se faire en écho à celle d'un occident qui délaisse ses racines religieuses.



Certes, nous pourrions commencer directement sur le ton polémique, et la réédition de ces articles sur la guerre des Six Jours fournis par Pierre Boutang à *La Nation Française* semble nous y inviter tant l'existence d'Israël depuis n'a jamais cessé d'être une question d'actualité. Cependant, nous nous gardons d'entrer dans la querelle "pro contre anti" et "anti contre pro" parce qu'elle n'atteint pas le problème fondamental de cet État, que Boutang justement touche de sa pensée, au travers d'une approche politique et circonstanciée en son vrai noyau métaphysique et mystérieux.

### Naissance d'une nation

En effet, ce qu'interroge Boutang, c'est la naissance d'une nation, dont l'origine prend son essor à la double source de l'Orient deux fois testamentaire et de l'Occident politique, à l'instant de la mort religieuse des pays occidentaux, quand se construisaient les nationalismes arabes. Cette nation accouchait son identité, menacée dans une guerre qu'elle devait remporter pour survivre. Et comme cette nation est nation juive, c'est-à-dire Israël, de retour sur ses terres bibliques, qui jusqu'alors n'avaient pour seule forme que celle de l'espérance, Boutang désire la comprendre à l'aune du mystère de l'élection, ce privilège tragique que le peuple juif, après l'avoir vécu en exil, continue de vivre dans ses chairs nouvelles depuis 1948. S'appuyant sur ce paradoxe national, Boutang pose la question de cette figure d'altérité éter-

nelle qu'Israël incarne et qui, par son existence, stigmatise les vieilles nations européennes et renégates de leur propre tradition. Comme elle révèle, dans l'opposition comprise, chez les nations arabes, cette rivalité mimétique que René Girard décrira plus tard, ne se résolvant jamais que dans l'anéantissement réciproque de l'objet adoré/haï avec l'adorateur/haineux. *A fortiori*, le contexte de la Guerre froide, contexte au sein duquel s'inscrivent ces courtes et profondes réflexions, illustre d'un point de vue macro-politique la menace d'un nihilisme apocalyptique, en raison notamment de l'enjeu nucléaire qui lui donne sa spécificité satanique, une spécificité que les deux guerres mondiales de ce siècle préfiguraient déjà selon leur atrocité techniciste.

### L'élection d'un peuple

Document historique plus que pamphlet, et moins ouvrage politique qu'amorce vers une métaphysique de l'élection qui questionne d'abord les catholiques, et finalement prend presque les Juifs et Israël pour prétexte, ces articles ne font guère écho au débat israélo-palestinien qui empoisonne souvent l'intelligence de ceux qui s'y livrent comme à une idée fixe. Sauf à considérer qu'ils situent ce débat à son authentique niveau intelligible, hors de la logique de la guerre, fût-elle idéologique seulement, en dessinant la position gémellaire que tout peuple, et toute religion révélée, adopte à l'égard du judaïsme : ce peuple-religion auquel tous reprochent sa trop

grande ressemblance aux hommes qui les fantasment toujours dieu ou diable ! C'est ici d'ailleurs que ce petit opuscule se révèle le plus pertinent, et ce sont probablement les dernières pages qui justifient cette réédition précieuse, quand Boutang, avec une force qui, aujourd'hui encore, risque de le rendre inaudible aux oreilles des milieux nationalistes comme à celles des démocrates athées, et parfois défenseurs d'Israël, écrit : « Nous chrétiens, en un sens, avec nos nations cruellement renégates, avons pris le rang des Juifs de la diaspora, sommes devenus plus "Juifs charnels" qu'eux ; et le jeune et vieil État d'Israël a pris la place de la monarchie franque de Jérusalem. »

En ombres chinoises, Boutang dresse un constat d'échec, celui d'un Occident - auquel il assimile Israël - qui, dépositaire d'une parole qu'il a refusé de transmettre, comme d'une certaine manière les Juifs ont refusé le Christ, traître à sa propre promesse, abandonne le peuple de Moïse à cette Alliance que Dieu n'a jamais rompue, et qu'il leur faut bien retrouver en s'incarnant au sein de frontières nationales puisque nous avons rompu la nôtre pour livrer nos patries au fol idéal, religieux lui aussi, de l'athéisme-laïciste !

### Le dernier vecteur de l'Occident

Cependant, et cela Boutang ne le dit pas mais peut-être l'aurait-il pensé, son juste constat de nations devenues impies, obligeant de la sorte Israël à devenir le dernier vecteur théologico-politique occidental, quand l'Occident lui-même persécutait son peuple dans la chair fragile de ses enfants, présage d'une lâcheté insupportable de la part de ce peuple anciennement chrétien, le peuple européen. Car en laissant à d'autres les douleurs de la tragédie politique, en son sens le plus sacré et que seule sa foi catholique lui permettait de supporter, tout en se réservant le droit ridicule de juger en bien ou en mal, l'Occident signe l'acte de son déclin, d'autant que par humilité, et vu son état présent, il porterait mieux le silence. Constat dont on mesure ce qu'il a d'ignoble et qui accuse les "pro" comme les "anti" israéliens de se régaler de guerres et de persécutions qu'ils ne connaîtront pas, et de se servir d'un peuple, dans l'amour ou dans la détestation, dont ils ont oublié que son plus grand mystère est de renvoyer en énigme, à ceux qui le regardent perfides, le reflet de leur propre visage ! ■

Rémi Lélian

✓ Pierre Boutang, *La Guerre de Six Jours*, Les Provinciales, 96 p., 10 €.

**NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?**

**Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !**



ART & IDÉES

# Maurras, poète

Connu surtout pour ses prises de positions politiques, Charles Maurras fut aussi un poète, dont l'œuvre littéraire répondait à des exigences esthétiques, mais aussi philosophiques. Explication.



Platon opposait le monde intelligible au monde sensible.

Comment élever l'âme ? Par la poésie, répondait Charles Maurras (1868-1952), une des plus belles plumes de sa génération, qui est aujourd'hui bien trop souvent réduit à son rôle d'essayiste, de journaliste ou de théoricien politique. Pourtant, à bien des égards, la poésie fut à l'origine de la pensée politique et philosophique du Martégal et constitue ainsi un véritable trésor qu'il est urgent de découvrir et de redécouvrir pour comprendre à la fois la personne et l'œuvre.

## Réponse à Platon

La pensée poétique de Maurras est celle d'un écrivain soucieux du rapport que l'homme peut entretenir avec le Beau, le Vrai et le Bien. En ce sens, il s'agit d'une réponse à la plus vieille des remises en cause de l'art poétique : celle de Platon. Le philosophe grec opposait le monde intelligible, celui des Idées permanentes et éternelles auxquelles les hommes n'ont pas intuitivement accès (le Beau, le Vrai, le Bien, l'Ordre, etc.), au monde sensible. Mais celui-ci n'est qu'une copie et constitue par conséquent une dégradation dans l'ordre de la vérité : la réalité telle qu'elle nous apparaît n'est qu'une image imparfaite d'une perfection plus haute. L'artiste n'est donc qu'un artificier, un homme qui copie ce qui n'est déjà qu'apparence, à la manière dont un peintre représente un arbre sur un tableau ; doublement mensonger, dégradant ce qui était déjà dégradé, le poète est sévèrement condamné par le philosophe qui le chasse de la cité.

Charles Maurras se fait l'héritier de cette opposition platonicienne entre un monde intelligible et un

monde sensible : « *Tout passe, dit-on. Toute chose au monde / Passe. Mais non vous, belles vérités, / Ni vous, beauté vraie, ô Filles de l'onde, / Solides cristaux de l'éternité !* » (*Cristaux de mer*, 1952). Sa conclusion sera toutefois bien différente : « *Poésie est théologie, affirme Boccace dans son commentaire de La Divine Comédie. Ontologie serait peut-être le vrai nom, car la poésie porte surtout les racines de la connaissance de l'Être.* » (Préface à *La Musique Intérieure*) Ainsi, loin d'être en rupture avec le monde intelligible et de n'avoir affaire qu'au monde sensible, la poésie est attachée aux Idées et permet de s'en rapprocher. Elle est même cet intermédiaire qui relie les deux mondes et qui peut tendre à les unir : « *Tous les poètes sont hantés de la même recherche : un arc d'alliance, une sorte de pont mystique, unissant nos deux rives, idéale et charnelle.* » (Cité par René Benjamin dans *Maurras, ce fils de la mer.*)

## Optimisme

La poésie maurrassienne fonde ainsi l'optimisme dans la capacité de l'homme à rejoindre l'idéalité du monde et à s'en inspirer, faisant écho, par-delà les terres et les époques, à la voix d'Hölderlin : « *L'homme, quand sa vie n'est que peine, a-t-il le droit / De regarder au dessus de lui et de dire : moi aussi, / C'est ainsi que je veux être ? Oui.* » La poésie de Maurras est donc métaphysique, constatant l'unicité de l'être humain et son harmonie d'avec le monde et dans le monde. Elle donne à l'homme un sens et une définition : « *La fonction du poète est de faire chanter dans le verbe de l'homme tout son esprit et tout*

*son corps.* » (*Poètes*) Ce chant lyrique qui fut celui du Martégal n'a eu de cesse de l'accompagner tout au long de sa vie, par-delà ses vicissitudes politiques. Il en fut même le complément, le dégageant de l'immédiateté du journalisme pour lui permettre un regard plus serein sur le monde. Car cette poésie détentrice des secrets du monde et de son harmonie fut le socle sur lequel s'est traduite sa pensée politique. Traditionnelle, cette politique l'était en ce sens que « *le nom de tradition ne veut pas dire transmission de n'importe quoi. C'est la transmission du beau et du vrai* » (cité dans *Maurras, poète de l'ordre et de l'espoir* de Gérard Bedel). Dès lors, comment ne pas voir la correspondance entre les lois de la cité et celles de l'ordre poétique ? « *Les règles de la vie collective et les lois du gouvernement ne sont pas sans rapport avec les principes qui président à l'art du poète quand il met en ordre son peuple d'idées et de mots, de couleurs et de sons : ainsi le veut l'unité de l'esprit humain.* » (*Barbarie et Poésie*) Ce sont donc bien les Muses qui ont appris à Maurras les lois de la cité, des lois qui ne doivent être fondées que sur la vérité et la raison : « *Il n'y a que le vers pour tenir dans ses griffes d'or l'appareil éboulé de la connaissance.* » (Préface à *La Musique intérieure*)

## D'un monde à l'autre

Rejoignant la pensée poétique de l'Antiquité grecque et de la Renaissance, dans laquelle Michel-Ange se désignait comme un instrument de Dieu, Maurras se fait donc un intermédiaire entre les mondes et donne corps à son inspiration pour l'offrir avec charité aux hommes : « *Ma pensée venait de beaucoup plus loin que mon être. Je n'étais plus rien que le rassemblement d'une énergie sans nom, dans un effort d'intention pure, une simple et grave docilité. Tout ce langage [...] ne m'appartient plus qu'à un titre de scribe consciencieux.* » (Maurras, à propos du *Colloque des morts*) C'est cette charité, cet oubli de soi pour le Beau, le Vrai et l'Ordre qui fut l'aspiration de toute une vie et qui devrait être la nôtre. Au moins pouvons-nous nous réapproprier ces parcelles d'éternité que constitue la poésie du Martégal et poursuivre son enseignement. « *Puis donc qu'il faut presser les Heures attardées / Quand le flot de leur séve est resté languissant, / J'ai rêvé de t'offrir, ô Rose de l'Idée, / Ce ruisseau d'une flamme immortelle : mon sang* » (Charles Maurras, « *La Rose de l'Idée* », 18 janvier 1945, *La Balance intérieure*). ■

Dimitri Julien

## PATRIMOINE

### Des lois de succession

Alexis de Tocqueville, Frédéric Le Play et Charles Maurras critiquent le partage des héritages en parts égales.



QUAND LES DÉPUTÉS issus de la Révolution supprimèrent le droit d'aînesse et votèrent les lois de succession instituant le partage des héritages en parts égales, ils croyaient favoriser le peuple et réparer une injustice ; en réalité, ils bouleversèrent la société et livrèrent le pays aux spéculateurs et aux financiers qui ne tardèrent pas à apparaître.

### Voyage en Amérique

Tocqueville, déjà, lors de son voyage en Amérique, avait perçu toute l'influence que pouvaient avoir les lois de succession sur la société. Au cours de différents entretiens, notamment avec John H.B. Latrobe, un grand avocat de Baltimore, le 30 octobre 1831, il avait compris que les grandes propriétés étant divisées, chaque héritier devait, s'il le pouvait, reconstituer une fortune en allant plus loin dans la conquête des territoires afin de trouver des terres bon marché.

Mais c'est surtout Frédéric Le Play qui, dans la *Réforme sociale*, met en évidence l'effet nuisible de cette loi, non seulement sur les familles mais sur le pays tout entier, tant du point de vue économique que social. Il n'hésite pas à dire que la crise qu'a connue la France, après la Révolution a été accentuée par la loi des successions qui, au nom de l'égalité, a généralisé l'instabilité des entreprises et des foyers, compromettant la pérennité des liens entre employeurs et employés. Dans le milieu rural, ce sont principalement les couches modestes qui ont souffert de cette loi qui, en réduisant les propriétés, a compromis la stabilité des foyers et détruit les solidarités familiales. Cette loi a également souvent engendré pour les familles l'obligation de vendre les entreprises, industrielles ou commerciales. C'est pourquoi Le Play considère que les deux piliers d'une restauration sociale sont la rechristianisation de la société et la liberté de tester qui permettrait au chef de famille de léguer, à celui de ses enfants qu'il considérerait comme le plus apte, l'entreprise ou la propriété familiale, pour le bien de tous. Charles Maurras va reprendre ces idées. D'ailleurs dans un article intitulé « *Liberté de tester* » dans la *Gazette de France* du 6 mai 1899, il cite longuement Le Play. Maurras admet que c'est dans la catégorie des grands propriétaires ruraux et des grands industriels que l'opposition au Code civil a été la première et la plus forte, mais il explique que c'est la classe des travailleurs qui

souffre le plus de cette loi. « *Autrefois, écrit-il, ces ouvriers pouvaient choisir un de leur fils pour continuer l'œuvre chère [...] et, si possible la transmettre, telle et plus florissante, à l'un de ses propres enfants. [...] La loi civile l'interdit aux Français. [...] Quoi d'étonnant que cette législation ait aujourd'hui pour ennemi les hommes d'initiative [...] tous ceux qui ont donné à leur vie un autre but que la retraite et qui saluent à l'horizon des perspectives plus brillantes que celle de "vendre" et de "vivre ensuite de leurs rentes".* » Plus avant, il avait précisé que la liberté de tester était une des seules libertés réelles et que les rédacteurs du Code civil avaient beaucoup plus pensé à prévenir un retour de la féodalité foncière qu'à promulguer un des "droits de l'homme". Il cite également en exemple un député républicain, Maurice Spronck, qui comme lui réclame la liberté de tester, affirmant que les abus qui pourraient en découler ne seraient certainement pas pires que ceux qu'entraîne le partage forcé (les pères tombés dans l'imbécillité ne sont pas plus nombreux que les enfants indignes).

### Petite propriété

Certes, aujourd'hui, il paraît impossible de rétablir un droit d'aînesse ou d'instaurer l'entière liberté de tester. On opposerait la "quotité disponible" et surtout le principe d'égalité. Mais à voir les innombrables querelles auxquelles donne lieu, au sein des familles, le partage forcé, on doit admettre qu'une fois encore notre maître avait raison lorsqu'il écrivait : « *Les conséquences de nos lois de succession sont d'une importance capitale, surtout pour la petite propriété. La petite propriété [...] doit être conservée, car elle est excellente, économiquement et socialement. [...] Elle ne saurait être partagée en deux sans être presque anéantie. Or, notre régime successoral l'émiette à l'infini, détruisant annuellement une portion de l'épargne et du capital français.* » On retrouve dans ces quelques lignes la doctrine maurrassienne d'un nationalisme intégral qui, au-dessus de l'intérêt individuel, place l'intérêt du pays, la stabilité familiale et l'épanouissement du travail. □

Louis de Galice

CMRDS

# L'université d'été d'AF

Dispensant une formation intellectuelle et militante, le Camp Maxime Real del Sarthe se déroulera cette année en Vendée, du dimanche 21 au dimanche 28 août.



❑ **INSCRIPTION** - Le Camp Maxime Real del Sarthe se déroulera cette année en Vendée, au Logis Sourdy (85130 La Gaubretière), du 21 au 28 août. Retenez dès à présent votre place. Participation : 20 euros par jour ; 160 euros pour la semaine. Inscriptions au Centre royaliste d'Action française, CMRDS 2011, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS (chèques à l'ordre du CRAF). Renseignements : cmrds@actionfrancaise.net, 06 88 97 00 40.

❑ **PROGRAMME** - Le 58<sup>e</sup> CMRDS sera consacré à la critique de la démocratie. Parmi les intervenants : Stéphane Blanchonnet, Jean-Philippe Chauvin, Xavier Cheneseau, Gabriel Dubois, Maxence Hecquart, E. Marsala, Michel Michel, Bernard Pascaud, Olivier Perceval, Marc Savina, Guillaume de Tanouarn, Axel Tisserand, Francis Venant. Au programme des conférences : la démocratie équitable, la crise de la démocratie, la critique maurrassienne de la démoc-

cratie, Tocqueville et la démocratie, démocratie et christianisme, démocratie et morale. Des ateliers porteront sur les sujets suivants : l'histoire de l'AF, le compromis nationaliste, la monarchie aujourd'hui ; la communication, la prise de parole, les questions juridiques et stratégiques. Des tables rondes seront organisées sur l'universalisme démocratique, l'AF aujourd'hui. Aux études s'ajouteront des activités sportives, une sortie au Puy-du-Fou...

## Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS  
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF	Trésorier	Provinces
Stéphane Blanchonnet	Giovanni Castelluccio	Philippe Castelluccio
Secrétaire général	Secrétaire administratif	Militantisme
Olivier Perceval	Marie-Suzanne	Jean-Baptiste de l'Aviath
Secrétaire général adjoint	de Benque d'Agut	Responsable opérationnel
Romain Hellouin	Formation	François Bel-Ker
	Marc Savina	

## La France bouge en Provence

❑ Les samedi 2 et dimanche 3 juillet derniers, un dizaine de jeunes militants de l'AF Provence se sont réunis dans le Gard, dans un château près d'Uzès, pour leur premier camp de cohésion.

Le samedi, après une visite du village au pas de course pour se réveiller, les militants ont écouté l'histoire de la région et du château d'Uzès. Le début de l'après midi fut consacré à un travail sur le matériel militant : presse, tracts, autocollants, avant que les militants ne s'entraînent à réaliser eux-mêmes pochoirs et tracts. Ensuite, pour faire nôtre la maxime *mens sana in corpore sano*, nous nous sommes échauffés pour pratiquer un peu de boxe entre camarades, car les militants d'AF se doivent d'être présents sur le terrain, et il faut se préparer à toute éventualité. Qui plus est, rien de tel qu'une bonne séance de boxe pour souder le groupe ! Puis nous sommes partis, sacs au dos, pour une randonnée dans les gorges du Gardon, un plongeon dans ses eaux froides pour nous vivifier, avant de nous arrêter près d'un ancien ermitage et de la grotte aux chauve-souris pour pique-niquer, avec une magnifique vue sur les gorges. Ensuite, comme le soleil se couchait, nous avons allumé une torche, puis une deuxième, et nous nous sommes rassemblés autour de cette source de lumière et de chaleur, pour entonner les chants d'AF, de tradition, de France et d'Europe, chants à boire, dans une saine atmosphère de camaraderie et d'amitié. Ce n'est pas tant le chant

qui est sacré, c'est le lien qu'il crée entre les hommes. Après un retour de nuit au château, une bonne nuit de repos attendait les militants.

Le lendemain, une petite course à pied réveilla tout le monde avant de se rendre à Uzès, pour la messe dominicale. Ensuite, les militants ont assisté à une conférence sur les camelots du Roi et le militantisme d'aujourd'hui, avant de passer à nouveau leurs gants pour une séance de sport. Enfin, nous sommes retournés visiter Uzès avant le dîner et le départ.

Cette première session fut un franc succès et les jeunes ont chaleureusement remercié les organisateurs et le maître des lieux, en demandant déjà quand aurait lieu la prochaine. Ce sera cet hiver, alors n'hésitez pas à venir encore plus nombreux !

### Vente à la criée

❑ Le mardi suivant, après s'être rendus à la commémoration des massacres d'Oran en 1962 au monument des Mobiles, sur la Canebière, les militants de l'Action française Provence ont assisté à la messe des rapatriés d'Algérie à la mémoire des victimes de la République. C'est pour lutter contre la même République assassine que les militants monarchistes ont vendu *L'AF 2000* à la sortie de la messe, en clamant de vigoureux slogans : "Demandez l'Action Française, demandez la presse nationaliste !", "Pour la France et les Français d'abord !" L'accueil fut enthousiaste et nous avons ainsi contribué à la diffusion des idées nationalistes et monarchistes. ■

Action française  
Provence

### » IN MEMORIAM

Le Mémorial des Rois convie les amis de la Perse royale à la cérémonie commémorant la disparition du Shah, le mardi 26 juillet à 15 heures, en la nécropole Royale Pahlavi sise au cimetière de Passy (2 rue du Commandant Schloesing, Paris 16e, à 100 mètres de la place du Trocadéro), autour de la tombe de la princesse Leila, dont c'est le 10e anniversaire de la disparition. La cérémonie se poursuivra de 17 heures à 19 h 30 dans les salons de la mairie du 16e arrondissement de Paris (entrée libre sur inscription) Renseignements : Mémorial des Rois, BP 523, 75825 Paris Cedex 17 ; tél. ou fax : 01 40 25 06 55 ; mel. : shah@rex2000.fr ; www.rex2000.fr

## Le nouvel insigne de l'AF est disponible

Vous pouvez le commander dès maintenant.

❑ L'insigne blanc est le nouvel insigne officiel du mouvement. Son prix de vente est de 10 euros (chèque établi à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris).

❑ L'insigne bleu est celui des vendeurs volontaires et des militants méritants. Il peut être remis, de manière officielle, par un cadre du mouvement lors d'un événement de section (fête de Jeanne d'Arc, 11 novembre, etc.), fédération (meeting, session, etc.) ou national (banquet, fête de Jeanne d'Arc, CMRDS, etc.). Cet insigne ne peut être vendu.



❑ L'insigne rouge est celui des cadres du mouvement. Le secrétaire-général est le seul à pouvoir donner cet insigne.



Dans le Gard, les 2 et 3 juillet

# Un diplomate iranien témoigne

**Ardeshir Zahedi a quatre-vingt-deux ans. Gendre du shah d'Iran, il en fut l'ambassadeur et le ministre des Affaires étrangères. Il continue à recevoir beaucoup à Montreux où il réside et vient d'être nommé "citoyen d'honneur". On l'appelle parfois "le patriarche de Montreux".**

□ *L'Action Française 2000* - Monsieur l'ambassadeur, vous êtes souvent considéré comme la personnalité la plus en vue de la diaspora iranienne. Vous vous exprimez souvent sur les problèmes de votre pays et ceux du monde dans la presse helvétique et anglo-saxonne et dans les journaux iraniens publiés à l'étranger. Pourquoi pas en France ?

□ Ardeshir Zahedi - L'opportunité ne s'est pas présentée ces dernières années. Mais je suis heureux de pouvoir m'adresser à vos lecteurs.

## L'Iran et la papauté

□ Vous avez pu rencontrer pendant des décennies pratiquement tous les grands de ce monde. Dans vos mémoires, vous parlez du pape Paul VI. Quel souvenir en gardez-vous ? Quels intérêts communs pouvaient rapprocher l'Iran impérial et le Vatican ?

□ Les relations officielles entre l'Iran et la papauté ont débuté au XVI<sup>e</sup> siècle, sous le règne du shah Abbas le Grand (1587-1629), le plus grand roi de l'Iran post-islamique. Cela étant, lorsque j'étais le chef de la diplomatie iranienne, j'ai eu le plaisir et le privilège d'avoir de longues conversations avec le pape Paul VI. Étrange coïncidence, le pape qui avait fait le plus pour un rapprochement avec l'empire d'Iran sous le shah Abbas était Paul VI ! Mais ce n'est qu'une anecdote. Paul VI, quant à lui, était une personnalité particulièrement courtoise avec une profonde connaissance des problèmes internationaux. Il connaissait et appréciait la culture iranienne. En ces années-là, notre préoccupation commune était la crise du Proche-Orient, hélas toujours d'actualité. Nos vues étaient souvent très proches. Comme le Vatican, l'Iran suggérait une application stricte de la résolution 242 de l'ONU sur la Palestine et le sort des lieux saints. Cela aurait pu éviter beaucoup de complications ultérieures. Mais on ne refait pas l'histoire. La guerre des Six Jours est venue changer la donne. L'Iran avait alors usé de toute son influence pour l'éviter ou au moins la limiter. Cela n'a pas été possible. On voit les conséquences.

□ Que pensez-vous de la crise palestinienne actuelle ?

□ La sécurité d'Israël devrait être garantie dans le cadre des résolutions de l'ONU - donc de la résolution 242. Cela étant, comment pourrait-on priver un peuple - les Palestiniens - du droit d'avoir une patrie, un État, le plus élémentaire des droits fondamentaux de l'homme ? La crise palestinienne est au cœur de toutes les fluctuations et les frustrations du



monde arabe. Tant qu'elle ne sera pas résolue de manière satisfaisante, la région ne connaîtra pas la paix. La violence, d'où qu'elle vienne, ne peut déboucher sur une issue. Mes longues années d'expérience diplomatique m'ont appris qu'avec la bonne volonté et la négociation, presque tous les différends peuvent être résolus.

## Face à Khrouchtchev

□ Revenons à l'histoire. Le 27 juillet, c'est l'anniversaire du décès au Caire, en 1980, du dernier shah Mohammad Reza Pahlavi. Pouvez-vous nous dire quelques mots à son propos ? Quel homme était-il, quel souvenir laissera-t-il dans l'histoire ?

□ Mohammad Reza Pahlavi était mon roi. Mon beau-père, le grand-père de mon enfant unique, le seul petit-enfant qu'il ait eu de son vivant. Durant son règne, j'ai servi mon pays et l'ai donc servi, surtout sur le plan diplomatique, en l'accompagnant dans de nombreux voyages officiels, puis comme ambassadeur à Washington et à la cour de Saint-James, puis comme chef de la diplomatie iranienne pendant cinq ans et, enfin, sept années durant et jusqu'à son départ de l'Iran, à nouveau comme ambassadeur aux États-Unis. Je suis fier de ce que j'ai accompli à ce titre au service de mon pays et de mon roi. Lors des négociations internationales et face aux grands de ce monde,

j'ai toujours été fier de lui, de ce qu'il symbolisait. Il faisait honneur à l'Iran. Je l'ai vu, par exemple, face à Nikita Khrouchtchev, au sommet de la puissance de l'URSS, résister avec sang-froid devant ses assauts et ses vociférations, et finir par le mater en quelque sorte. On se sentait fier d'être iranien. Je raconte tous ces épisodes, preuves et faits concrets à l'appui, dans mes mémoires qui sont ou seront traduits et publiés en français.

## Au chevet du shah

□ Vous l'avez accompagné jusqu'à ses derniers instants...

□ Exactement. Je pourrais presque dire qu'il est mort dans mes bras. Au cours des derniers jours de sa vie, lorsque sa souffrance était à l'extrême, à plusieurs reprises il m'a demandé de fermer la porte de sa chambre pour éviter les intrus et pouvoir parler librement. Face à la mort, on dit toujours, semble-t-il, la Vérité, avec un grand "V". J'en rapporterai quelques points dans les dernières pages de mes mémoires, à paraître en persan puis en français et en anglais. Il y a tant de choses inédites à ce jour à raconter sur son exil (janvier 1979-juillet 1980) ! Et comment ne pas rendre hommage au grand peuple égyptien et à l'homme magnifique, noble et généreux que fut Anouar el-Sadate, qui a permis, avec l'accord de son parlement, que le shah fi-

nisse ses jours en terre amie comme il le souhaitait, et entouré d'amis ? Les Iraniens ne l'oublieront jamais. Et il ne faut naturellement pas oublier SM le roi Hassan II du Maroc et le président José López Portillo du Mexique et leur attitude digne. Je n'en dirai pas autant du président Giscard d'Estaing.

## Téhéran et Kadhafi

□ Revenons à l'actualité, à la Libye par exemple. Que vous inspire ce conflit ?

□ Permettez-moi de vous dire que l'Iran n'avait jamais reconnu le régime du colonel Kadhafi. Nous n'avions pas d'ambassade à Tripoli. Lors du coup d'État du colonel Kadhafi, le roi Idris se trouvait en Grèce. L'Iran a contribué à lui trouver son point de chute et j'ai personnellement veillé, notamment, au sort de personnalités éminentes que j'avais connues auparavant, lors de mon ambassade à Londres. Je pense surtout à mon grand ami Omar Montasser ou à telle ou telle personnalité libyenne. Tous les gouvernements occidentaux ne pourraient pas en dire autant. Je sais de quoi je parle. Le régime libyen a une grande responsabilité dans de nombreux actes subversifs à travers le monde. C'est du domaine public. Mais tant de gouvernements qui crient aujourd'hui au scandale s'en sont accommodés. Pis encore, ils ont déroulé le tapis rouge devant

celui qu'ils clouent aujourd'hui au pilori. N'est-ce pas là de l'hypocrisie, de l'indignation sélective ? Croit-on que les peuples ne le comprennent pas ? Comment faire pression sur la Libye et fermer les yeux sur ce qui se passe à Bahreïn ou au Yémen ? Ne s'agit-il pas là de ce qu'on appelle en anglais *double standard* ? Que cherchent les Occidentaux en bombardant la Libye, en y engageant des sommes colossales lors même que les déficits publics menacent leur économie ? Est-ce la chute de Kadhafi ou la mainmise sur les ressources pétrolières et gazières ? La situation reste imprévisible. Une partition de fait du pays ne peut malheureusement être exclue. On signale également de terribles exactions dans les régions rebelles et on les tait. La guerre ne résout aucun problème. Et dans le cas de la France qui mène la guerre en Libye, on entend souvent que, par cette aventure, le président Sarkozy, dont la popularité était en baisse dans les sondages, voudrait se refaire une popularité.

## Printemps arabe

□ Que pensez-vous de l'évolution de la situation en Égypte et en Tunisie ?

□ Le véritable tsunami politique qu'ont connu ces deux pays, les manifestations que nous avons vues, étaient surtout l'œuvre de la jeunesse urbaine. Leur caractère pacifique était évident. En Égypte, les premières mesures de réforme étaient déjà prises. Mais elles n'ont pas été jugées suffisantes. Dans les deux cas, surtout en Égypte, l'ingérence américaine semble ne pas faire de doute. Sans parler du rôle des nouveaux médias, de la radio et de la télévision qui semble avoir été bien organisé. Pour l'Égypte, le pays "guide" du monde arabe, on évoque souvent le nom du très populaire Amr Moussa comme futur président. C'est un ami de longue date, avec de grandes qualités. Je crois que cela sera une chance pour l'Égypte et le monde arabe s'il est élu. L'autre candidat, le docteur el-Baradei, est également un diplomate expérimenté, de grande culture. L'Égypte bénéficie de grands hommes d'État. Pour en citer un autre, et non des moindres, le docteur el-Arabi est ministre des Affaires étrangères et peut-être futur secrétaire général de la Ligue arabe.

□ Nous n'avons pas parlé de l'avenir de l'Iran, votre pays.

□ Cela serait très long. Peut-être à une autre occasion... Pour l'avenir de mon pays, je fais confiance à sa jeunesse. L'Iran est toujours sorti des grandes crises. Je me demande, et l'opinion publique mondiale se demande actuellement où va le monde. Pourquoi tous ces milliards dépensés dans les guerres tandis que partout des millions de personnes souffrent de faim et de misère ? Regardez ce qui se passe dans la Corne de l'Afrique. Les problèmes devraient être résolus par la diplomatie, la négociation, et non par la force et la guerre. ■

Propos recueillis par G. Privas